Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 8,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 36 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***11 - 18 septembre 2019***

RENDEZ-VOUS À MARMELADE DES FORCES VIVES D'HAÏTI

La relance de la mobilisation anti-Jovenel Moïse

Le CORE Groupe était présent...

Par Léo Joseph

Après de nombreuses tentatives infructueuses de forger un accord pour lancer la mobilisation anti-Jovenel Moïse, sur une base rationnelle, les forces de l'opposition croient avoir trouvé la bonne recette. Des militants des dix départements géographiques du pays et ceux de la diaspora se sont réunis à Mirebalais, dans le Plateau-Central, dimanche (8 septembre) pour s'entendre sur une stratégie unitaire capable de rendre la victoire possible. La présence des représentants du CORE Group pourrait bien donner un sens nouveau aux démarches de l'opposition démocratique, en vue de la libération du pays de griffes de PHTK.

Les organisateurs de cette rencontre, une des rares du genre dans les annales politiques haïtiennes, se félicitent d'avoir finalement regroupé des vingtaines de partis politiques, de groupements, des fédérations et des personnalités, dans un contexte de réflexions, sous le signe de l'entente, de la concorde et du respect mutuel. Les participants, unis par le même objectif du départ du régime pourri, inefficace, corrompu et décrié de Jovenel Moïse, qui sera acculé à remettre les clés du Palais national, par le soulèvement populaire, lassera le pouvoir entre les mains d'un président issu de la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire du pays.

Le document sur lequel s'entendent les participants et qu'ils ont signé, en signe d'adhésion à sa teneur, prévoit le départ immédiat et sans condition de Jovenel Moïse, définissant les conditions que doit réunir ce juge de la Cour de cassation qui doit émerger. Soit : «*: avoir été régulièrement*

Suite en page 9

LA CRISE DE CARBURANT S'INTENSIFIE, LES CONSOMMATEURS AUX ABOIS

La hausse du prix du gallon d'essence en perspective...

60 à 85 gourdes pour le diesel... 30 à 50 pour la gazoline...

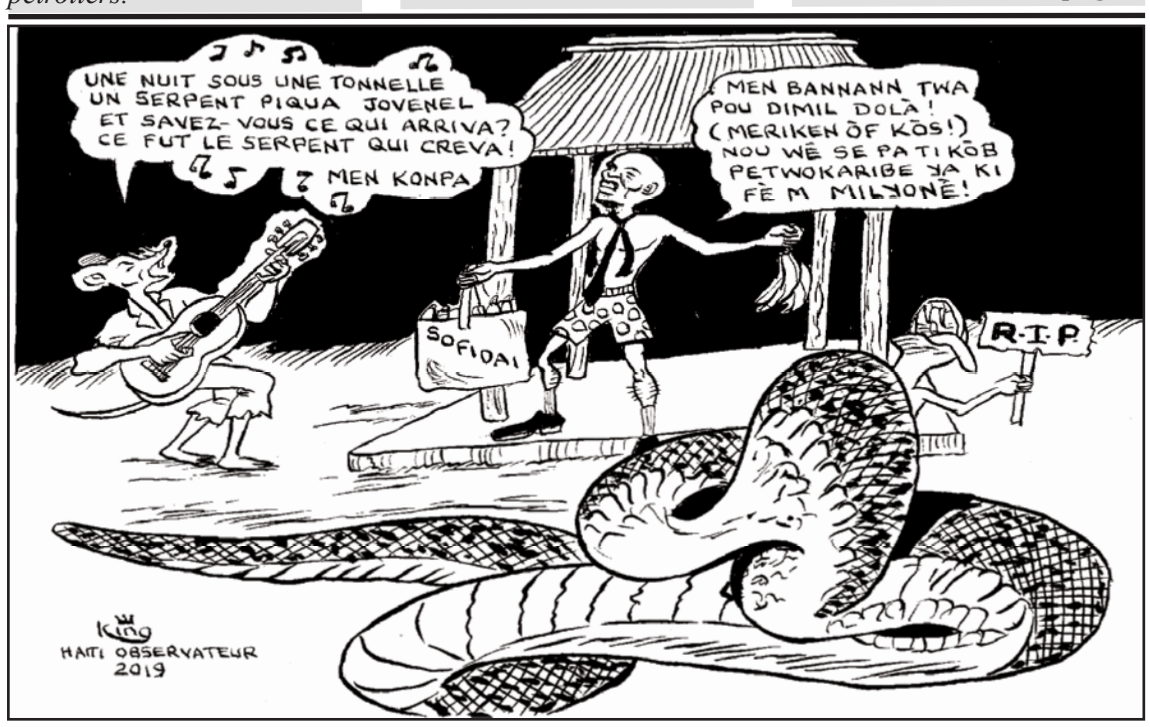
Le président Jovenel Moïse doit chercher les vraies causes de la crise de produits pétroliers.

Rappel à Gary Bodeau, bien mal acquis ne profite jamais.

La dernière crise de carburant, qui a débuté, il y a deux semaines, n'a pas été résolue. La récente livraison de produits pétroliers n'a pas suffi pour permettre à la situation de retourner à la normale. Le rationnement de facto est en vigueur depuis plusieurs jours. Et la situation risque de se corser si les autorités gouvernementales ne parviennent à trouver les fonds nécessaires pour payer sa dette auprès des compagnies importatrices de produits pétroliers.

Un climat de tension règne à Port-au-Prince, en raison de la rareté d'essence, surtout de la

Suite en page 2



SOUS L'EMPIRE DE PHTK, LA CULTURE POLITIQUE A CHANGÉ EN HAÏTI

Jovenel Moïse reconfirme sa vocation de dépouiller le peuple haïtien

Le président Jovenel Moïse.

Le sénateur Youri Latortue.

Voir page 3

HAPPENINGS !

New financial scandal involving President Moïse and Agritrans, now SOFIDAI!

Fritz William Michel waiting to be ratified by the Senate.

Governor of the Central Bank Jean Baden Dubois.

President Jovenel Moïse is an unrepentant recidivist when it comes to embezzling State funds. But his most recent exploit shows that instead of amending his ways, he has refined his method for grabbing more money at the expense of a prostrate nation. How long will he be able to fool the people, including some of the brightest

Continued on page 14

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 2

LA CRISE DE CARBURANT S'INTENSIFIE, LES CONSOMMATEURS AUX ABOIS

La hausse du prix du gallon d'essence en perspective...

60 à 85 gourdes pour le diesel... 30 à 50 pour la gazoline...

Suite de la page 1

gazoline. Le diesel, consommé surtout par les couches aisées de la population, se fait moins rare, bien que le stock puisse encore tenir pendant au moins 48 heures. En tout cas, les automobilistes sont aux abois. Mais les taxis moto, qui ont besoin de carburant pour gagner leur pain quotidien, ont les nerfs à fleur de peau, prêts à exploser en guise de protestation. Dans plusieurs villes de province, où les populations sont pratiquement en état de rébellion contre le gouvernement, elles prennent la crise pétrolière pour

Magalie Habitant, restitution devra être le maître mot.

prétexte pour descendre dans la rue.

En effet, à Jacmel, dans l'après-midi du mardi, une manifestation violente s'est déclarée. Les autorités craignent que d'autres communautés du Sud-Est n'emboitent le pas aux Jacméliens. Ces derniers se révoltent contre le black-out qui bat son plein, car depuis déjà trois semaines l'Électricité d'Haïti a cessé de fournir le courant électrique.

Au Cayes également, dans département du Sud, les citoyens sont mobilisés depuis deux semaines, déclarant en avoir assez avec le gouvernement Moïse. Une foule en furie a tenté d'incendier la résidence de la belle-mère du commissaire du gouvernement, qui y dormait. Heureusement que seulement une porte de la maison a pris feu.

Au Cap, les automobilistes à la recherche d'essence s'en ont pris à des stations d'essence, accusant les distributeurs de créer le « *marché noir* » pour pouvoir augmenter le coup de l'essence.

Il semble que la même situation prévale dans plusieurs autres régions du pays, surtout que les nouvelles en provenance de Port-au-Prince font état de l'augmentation imminente du prix de l'essence à la pompe.

Pour l'instant, on prétend qu'il n'est pas possible pour que les distributeurs de produits pétroliers livrent l'essence aux pompes. Car il n'en reste même pas suffisamment pour alimenter la clientèle durant deux jours encore. C'est pourquoi, dit-on encore, déjà, ces compagnies limitent la livraison aux représentations diplomatiques et à la Police ainsi qu'à la Mission des Nations Unies.

Augmentation de 60 à 85 gourdes pour le diesel, 40 à 50 gourdes pour la gazoline

Une livraison de produits pétroliers, effectuée il y a deux semaines, n'a pas apporté le soulagement escompté. La rareté s'est accentuée au fil des jours. Les pompes ne peuvent plus distribuer la gazoline. D'aucuns laissent croire que le diesel peut être trouvé encore dans de rares stations-service pour une durée qui ne devrait pas dépasser deux jours encore. Dans les milieux proches des distributeurs de produits pétroliers, on laisse croire que le pays est déjà en plein dans la crise. Cela va de soi, puisque la rareté, qui s'est installée, voilà déjà plus de deux semaines, loin de se colmater, doit s'aggraver dans les prochaines 24 heures.

A moins que le gouvernement effectue un paiement substantiel sur sa dette à l'égard des distributeurs de carburants, aucune commande ne peut se faire cette semaine, comme on s'imaginait que cela pourrait se faire. Des sources autorisées ont laissé entendre que les autorités étaient en discussion avec les compagnies distributrices, qui s'apprêtaient à placer une commande immédiatement qu'elles auraient touché un paiement partiel de la dette. Selon ces mêmes sources, le gouvernement avait promis de verser 2 milliards de gourdes, alors que la totalité de la dette serait estimée à plus de 9 milliards de gourdes.

Il semble que les dirigeants n'aient pu trouver les fonds nécessaires au paiement de cette somme. Dans la mesure où la livraison aurait été promise dans environ dix jours, si le paiement était effectué aujourd'hui même, il semble que l'arrivée d'une nouvelle cargaison de carburants serait reculée à au moins douze ou quinze jours.

Le ministère des Finances et des Affaires économiques, Ronald Décembre, a fait une déclaration aujourd'hui, selon laquelle les autorités feront connaître les dispositions envisagées par le gouvernement pour aider à résoudre la crise pétrolière. Des sources proches de ce ministère ont fait savoir que des pourparlers sont en cours portant sur l'augmentation du coût du carburant à la pompe.

On parle, en effet, d'une augmentation de 60 à 85 gourdes pour le diesel; et de 30 à 50 gourdes pour la gazoline. Il s'agit, dit-on, d'une stratégie visant à apaiser la grande majorité des automobilistes qui consomment la gazoline. Tandis que le diesel est l'apanage des nantis, qui doivent s'approvisionner pour alimenter leurs groupes électrogènes et leurs plantes privées.

La crise de carburants imputée à l'irresponsabilité des dirigeants

Le débat déclenché autour de la crise de produits pétroliers met l'accent exclusivement sur la subvention de ces denrées par l'État haïtien faisant croire que l'État perd plus de USD 20 millions $ le mois en subventionnant les produits pétroliers. Il faut

Sénateur Onondieu Louis, l'heure de la restitution doit sonner bientôt.

reconnaître que ces crises interminables à laquelle est confronté le pays presque chaque mois, depuis environ une année, coïncident avec la dilapidation des richesses d'Haïti. Un phénomène institué par les deux régimes Tèt Kale, mais qui s'est accentué davantage sous Jovenel Moïse. Ayant commencé à occuper les avenues du pouvoir avec Michel Martelly, les voleurs, les criminels et les mafiosi, qui prennent le pays en otage, arrivent au pouvoir surtout avec Nèg Bannann nan bien déterminés à s'enrichir à très brève échéance.

En effet, avant l'avènement de M. Moïse au pouvoir charriant avec lui tout un ramassis de pilleurs, les gouvernants s'organisaient, tant bien que mal, pour payer la facture énergétique. Mais, désormais, le gouvernement haïtien ne peut trouver lde fonds pour faire face aux responsabilités courante de l'administration. Est-ce par hasard qu'au moment où JoMo ne peut payer la dette sur les produits pétroliers, il doit des dizaines de milliers de dollars d'arriérés de salaire aux employés de l'État ?

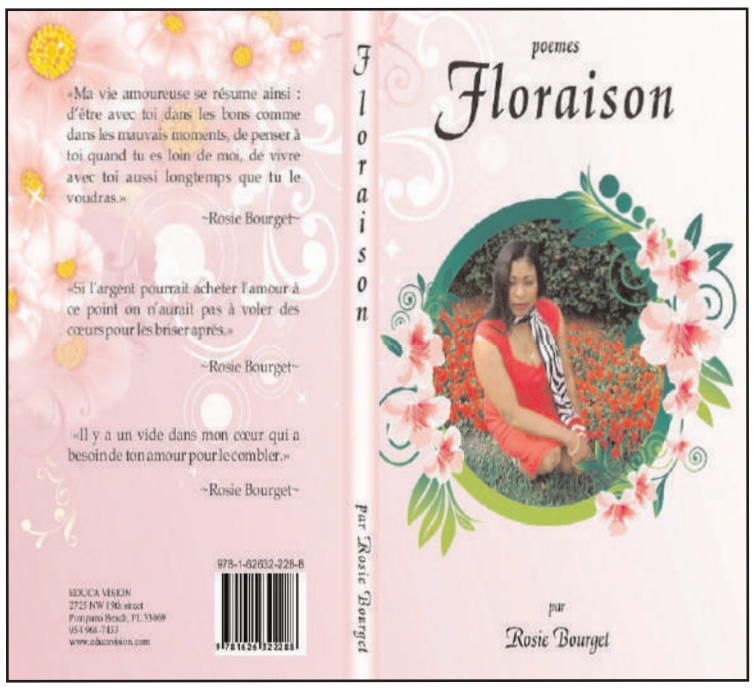
A bien y penser, tout cela commence au moment où les hauts fonctionnaires de l'État commençaient à détourner des milliards de dollars du Fond PetroCaribe; pratiquent la surfacturation se transformant en système de gestion; les présidents de la Chambre basse (Gary Bodeau) et du Sénat (Onondieu Louis) se jettent à bras raccourcis sur les caisses de ces institutions; la Banque centrale octroie un prêt (ou une allocation) de USD 100 millions $ à une compagnie de Jovenel (ou à lui personnellement); Magalie Habitant possède 19 comptes en banque qui sont alimentés par des détournements de fonds effectués au détriment du ministère des Travaux publics. Bailleuse de fonds traditionnelle de Jovenel Moïse, à partir des profits qu'elle réalisait sur ses trafics illicites, elle continue cette pratique, désormais, en détournant les fonds des caisses publiques mêmes.

A bien y penser, la carence de produits pétroliers, une crise dans celle, financière et économique, dans laquelle se débat de pays depuis plus d'un an, trouve son origine dans la corruption, la malversation, les détournements de fonds publiques et le vol systématique des ressources du pays. Autant dire, avant d'imposer aux consommateurs haïtiens une augmentation du coût des produits pétroliers, il faut d'abord penser à exiger restitution des fonds volés des ex-Premier ministres, ministres, directeurs généraux et autres grosses légumes qui ont volé des milliards de dollars des caisses de l'État. Aussi bien que les sommes d'argent escamotées par le sénateur Louis, le député Bodeau et leurs acolytes. Ce serait plus que justice !

Dans ses précédentes éditions, *Haïti-Observateur* avait averti que la prochaine crise de produits pétroliers aura une longue vie. La situation économique de l'administration Moïse étant pire qu'elle ne l'était, il y a six mois, ou un an, et sachant qu'elle se détériorera davantage encore, dans les prochaines semaines, il faut craindre que le rationnement ne soit permanant et plus dur.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105



Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 3

SOUS L'EMPIRE DE PHTK, LA CULTURE POLITIQUE A CHANGÉ EN HAÏTI

Jovenel Moïse reconfirme sa vocation de dépouiller le peuple haïtien

Suite de la page 1

Par Léo Joseph

Il ne peut être autrement, le serment qu'a fait Jovenel Moïse, le 7 février 2017, de défendre les intérêts du peuple haïtien était une imposture. Car par ses gestes et décisions successifs, au cours des premiers dix-neuf mois de son quinquennat, il ne cesse de contredire ses promesses : répétitivement, il reconfirme sa vocation de dépouiller le peuple haïtien de ses ressources. C'est ce que prouvent les dernières révélations du président de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat de la République, le sénateur Youri Latortue. Aucun doute ce dernier constat, ajouté à la longue liste de dérives qu'il traîne, confirme les accusations d'actes criminels portés contre le chef d'État haïtien, y compris l'accusation de blanchiment d'argent sous le coup duquel il avait prêté serment.

En effet, de concert avec le gouverneur de la Banque centrale, récemment reconduit à cette haute fonction, le chef d'État haïtien a fait octroyer à une société qui lui appartient un «*prêt*» de USD 100 millions $. La magouille orchestrée pour mener cette opération, dans l'opacité totale, met en évidence toute une série de crimes perpétrés par Jovenel Moïse. Voilà pourquoi, dans la lettre adressée au président du Sénat, Carl Murat Cadet, M. Latortue lui demande de solliciter des précisions au gouverneur de la Banque de la République d'Haïti, Jean Baden Dubois, afin de d'éclaircir de graves questions soulevées par cette transaction.

Agritrans change de nom, qu'en est-il de sa personnalité ?

Jovenel Moïse passe pour maître dans l'art de brouiller la piste de ses entreprises. Cette technique a été mise à contribution pour la première fois dans le cadre du contrat relatif à la réfection du tronçon de route Petit-Bourg de Borgne à Borgne évoqué dans le second Rapport du Conseil supérieur des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA). La CSC/CA a, dans ce document, accusé le président Moïse d'avoir fait attribuer la même identité fiscale à sa société Agritrans ainsi qu'à Betexs, sa deuxième compagnie jusque-là inconnue. En vertu de ce principe, sa firme de financement nouvellement créée, à la cloche de bois, Société de financement agricole et industriel S.A. (SOFIDAI) se trouve domiciliée à la même adresse qu'Agritrans. Entreprise évoluant dans l'agriculture, celle-ci semble changer de personnalité. Sinon est devenue une cliente de cette société nouvellement créée. Domiciliée sous le même toit que SOFIDAI, Agritrans a la possibilité de travailler en tandem avec celle-là.

Dans sa lettre au président du Sénat, le sénateur Latortue décrit en ces termes cette nouvelle entreprise de Jovenel Moïse : « *Il convient de noter que la SOFIDAI, société privée, relativement récente) moins d'une année d'existence), et ' inconnue ' du secteur financier, bénéficie de l'endossement de la BRH, au point d'être accréditée sur la page web de la Banque comme une référence institutionnelle en financement* ».

Le président de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat dit relever une série d'anomalies et de « *conformités financières* » qu'il se propose de dénoncer en temps et lieu. En attendant, il attire l'attention du président du Sénat sur la composition du Conseil d'administration de la SOFIDAI. Appelée à gérer des millions, signale-t-il dans sa lettre, M. Latortue pense que le Conseil d'administration de la SOFIDAI est presqu'identique à celle d'Agritrans rappelant que celle-ci fait l'objet d'une série de scandales liés à la corruption dénoncés, notamment, « *par l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF) et le Conseil supérieur des comptes et du contentieux administratif (CCA/CA) et Commission sénatoriale* ».

Le sénateur Latortue attire également l'attention du président du Sénat sur le fait que le prêt de USD 100 millions $ est accordé à la SOFIDAI au taux de 1 %, tandis que celle-ci finance les projets de ses clients, en l'occurrence les paysans, à 6 %. Une telle structure, créée dans des conditions établies unilatéralement par Jovenel Moïse et son équipe, de concert avec le gouverneur de la BRH, fait une concurrence déloyale et illégale à la Banque de développement agricole et industriel, institution étatique publique qui a été fondée précisément pour offrir le crédit à bon marché au secteur agricole et industriel.

Ce procédé contredit le discours de Jovenel Moïse s'affichant comme le promoteur de la « *relance* » de l'agriculture, et trahit l'esprit énoncé de sa Caravane du changement faisant de ce secteur le cheval de bataille de cette initiative.

Une stratégie pour ressusciter Agritrans ?

Il n'est un secret pour personne qu'Agritrans, la société qui a valu à Jovenel Moïse d'être présenté par Michel Martelly comme un homme d'affaires à succès, est une imposture à nulle autre pareille, est tombée en déconfiture avant même la prestation de serment de celui-là comme président, le 7 février 2017. En tant que société exportatrice de figue banane, elle ne compte à son palmarès que les deux containers de ce produit qu'elle a exportés en Allemagne. Depuis, elle battait de l'aile ayant même provoqué la débandade de son personnel. En dehors des scandales où a trempé Agritans, elle ne fait plus entendre parler d'elle en terme de réalisation sur le terrain. Il est évident que la création de SOFIDAI entre dans le cadre d'une stratégie pour la ressusciter.

Certes, dans sa lettre au président du Sénat le sénateur Latortue dénonce le taux de à 6 %. Un taux criminellement usurier appliqué contre cette clientèle qui est en mesure, suivant le protocole originellement établi, par exemple, par la BANDAI, d'obtenir les prêts au même taux dont bénéficie celle-ci.

En vertu des dernières dispositions prises, à la faveur de la mise sur pied de cette société, tel que stipulé par la BRH, la SOFIDAI n'est pas autorisée à offrir des emprunts aux agriculteurs cherchant à financer l'achat de semences et d'engrais. Ces derniers doivent s'adresser aux autres institutions étatiques comme

Jean Baden Dubois

la BANDAI. Les fonds mis à la disposition de la SOFIDAI par la BRH serviront essentiellement à financer les projets de l'Agritrans, incapable de se relever de par elle-même de l'échec qu'elle a encouru. De toute évidence, l'entreprise vedette de Jovenel Moïse n'a pas les compétences ni l'expertise qu'il faut pour connaître le succès. Il avait fallu un « *prêt* » (ou don ?) du Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) ordonné par Michel Martelly en guise de « *capital de lancement* » pour produire les deux containers de bananes qui ont été expédiés en Allemagne. C'est pourquoi, depuis lors cette compagne sombre dans l'inactivité totale, n'ayant plus de marchandises à expédier à l'étranger.

Avec la création de la SOFIDAI, Jovenel Moïse s'est donné les moyens de ressusciter Agritrans, mais surtout la possibilité de détourner les fonds qu'il prétend destinés à « *financer* » les projets des agriculteurs. Connaissant ses antécédents dans la gestion du Fonds PetroCaribe, la surfacturation effectuée dans les transactions liées aux kits scolaires et sanitaires ou autres, on peut être sûr que Nèg Bannann nan ne saura résister à la tentation de piquer des millions du budget attribué à Agritrans.

Dans ce projet, qui vise à permettre à Jovenel Moïse de s'enrichir de manière illicite, il faut attirer l'attention sur la complicité de Jean Baden Dubois. Car ce dernier a pris la décision en connaissance de cause de mettre ces fonds à la disposition d'Agritrans, par l'entremise de SOFIDAI. Grâce à lui, le président haïtien va pouvoir contrôler deux secteurs, bancaire, en réalisant des projets gigantesques; et agricole en faisant fructifier ses champs de banane. Si toutefois il acquiert les compétences qui peuvent aider sa compagnie à surmonter son échec initial.

À la lumière de ces opérations, il y a lieu de signaler une situation de contrepartie. Car Jean Baden Dubois vient d'être reconduit comme gouverneur de la Banque des banques par M. Moïse. Il y a fort à parier que celui-là n'a pas hésité à prendre les mesures favorables à la création de la SOFIDAI et de l'octroi des USD 100 millions $ à cette nouvelle société pour conserver son poste à la BRH. Surtout que Sheriff Abdalah poussait le président à nommer son candidat comme gouverneur à l'expiration du mandat de Baden.

Une combine réalisée dans l'opacité totale

Il faut aussi souligner que la SOFIDAI a été créée en complicité avec le gouverneur général de la BRH qui n'a pas su respecter le protocole établi par rapport au système mis en place pour faire respecter la conformité (« *compliance system* ») des institutions bancaires eu égard au blanchiment des avoirs. Cela témoigne du mépris affiché à ce système de contrôle par Jean Baden Dubois, ainsi que par Jovenel Moïse, au moment où les gendarmes du système bancaire international mènent une vaste campagne en Haïti, dans le cadre de la surveillance des acteurs du système bancaire et financier, surtout par les temps qui courent. Surtout quand les trafiquants de drogue et meneurs d'autres activités illicites, en sus des opérateurs de transferts clandestins font preuve d'une remarquable agressivité.

On ne peut s'empêcher non plus de soulever la question relative à l'intégrité financière, en matière criminelle et étique de SOFIDAI en tant qu' « *excroissance* » d'Agritrans, une société ayant des démêlés avec la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA). En tant qu'organe de surveillance local et national de l'intégrité du système bancaire et financier, la BRH ne devrait-elle pas attendre le verdict final de la CSC/CA par rapport aux allégations de celle-ci concernant Agritrans, Jovenel Moïse et les personnes chargées du pilotage de cette société ? Il faut donc aller au fond des choses pour déterminer les motifs qui ont porté la Banque centrale à faire de la SOFIDAI un « *partenaire privilégié* ».

Il est un fait que, d'une manière générale, la BRH, par souci de bien servir les gendarmes du «*compliance system* » tient la dragée haute aux acteurs du système bancaire et financier d'Haïti. Pourtant les exigences imposées à ces derniers ne sont pas appliquées dans la mise en place de la SOFIDAI. De plus sur quelles bases ses privilèges ont-ils été accordés à cette dernière ? Puisque, créée seulement en novembre 2018, quels antécédents professionnels, administratifs et techniques ont valu de tels privilèges à cette entreprise ?

Incontestablement, le protocole appliqué dans l'octroi des USD 100 millions $ à SOFIDAI est exclusive à elle seulement et ne s'applique à aucune autre institution de même nature. Autant dire, dans le cas de la compagnie de Jovenel Moïse, c'est l' « *application sélective des normes* ».

De toute évidence, dans le cadre de la création de cette entreprise, la BRH lèse les intérêts de l'État, aussi bien que ceux du secteur privé. Elle offre cet important crédit à la SOFIDAI sans vraiment connaître son identité. Par exemple son actionnariat a-t-il été objectivement identifié avant que soit développée cette politique de crédit à son profit ? Quand et comment a été étudiée la faisabilité et la rentabilité pour l'État de cette politique ?

Par ailleurs, on doit tenir compte de l'aspect opaque des relations établies entre la BRH et SOFIDAI. Car tout semble indiquer que peu des hauts gradés de la Banque des banques en étaient au courant. Il faut alors poser la question : combien parmi les avocats conseils de la Banque centrale étaient mis au parfum ?

Il semble que la création de la SOFIDAI cache une vaste conspiration ourdie contre les intérêts de la nation par Jean Badin Dubois, menée de concert avec la présidence. À cet égard, elle s'inscrit dans la même logique que celle des hauts fonctionnaires de l'État ayant dilapidé le fonds PetroCaribe. Il faut souhaiter que les Commissions Finance et Économie, Justice et Sécurité ainsi que Justice du Sénat soient à même de poser les questions pouvant mener à la découverte du pot aux roses.

Tout compte fait, il y a lieu de féliciter le sénateur de l'Artibonite, Youry Latortue, président de la Commission anti-corruption et éthique du Grand Corps, qui a su, au fil des douze derniers mois seulement, exposer à la nation toute une série de scandales auxquels trempent des hauts fonctionnaires de l'État, particulièrement le président et la première dame. À rien affaire, le sénateur Latortue mérite de la patrie. Ceux qui, occasionnellement, le prennent à partie pour l'œuvre patriotique qu'il accomplit sont, ni plus ni moins, des flagorneurs; et méritent d'être identifiés et dénoncés publiquement.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 4

À L'ASSAUT DU RÉGIME TÈT KALE DE JOVENEL MOÏSE
Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti

Venus des dix départements géographiques et de la diaspora, les citoyens haïtiens, à l'invitation du secteur démocratique, se sont donné rendez-vous à Mirebalais, dans le Plateau-Central, dimanche (8 septembre) en vue de se concerter autour d'un projet consistant à réorganiser le pays sur de nouvelles bases. Les discussions, qui se sont déroulées dans le respect mutuel et dans un climat de cordialité ont accouché d'un document doit servir de boussole aux démarches de l'opposition au régime Tèt Kale dirigé par Jovenel Moïse.

La portée historique du document, intitulé « *Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti* » et l'adhésion générale qu'il a obtenu lui confèrent une sorte de légitimité capable de changer la donne par rapport à la lutte oppositionnelle qui piétine depuis quelque temps. Pour ces raisons, nous jugeons opportun la publication du texte intégral, que voici :

ALTERNATIVE CONSENSUELLE POUR LA REFONDATION D'HAÏTI

Le Contexte

La République d'Haïti est aujourd'hui plongée dans une situation de crise générale qui menace son existence même. Il y a donc lieu d'agir avec urgence dans le sens de la sauvegarde de l'intérêt collectif et de la reconquête de la souveraineté nationale. Cette crise systémique est aujourd'hui l'aboutissement d'un ensemble de convulsions sociopolitiques et culturelles qui frappent le pays depuis 1806.

Dans le contexte actuel, cette crise est surtout marquée par la mauvaise gouvernance. D'un côté, un président illégitime et inapte de surcroit, qui, s'accrochant exclusivement aux privilèges de sa fonction et de l'autre, dédaigne souverainement les aspirations légitimes du valeureux peuple Haïtien. Confondant ses intérêts personnels à ceux de la nation, il plonge le pays dans la misère la plus abjecte, la honte et le désespoir. Il foule aux pieds les principes élémentaires de l'administration publique et s'évertue à ériger la corruption, la gabegie administrative, le désordre institutionnel et le pillage des ressources du pays en principe de gestion de l'Etat. L'implication de la première Dame dans le scandale de corruption dans l'affaire Dermalog traduit la volonté du Président de la République et de son épouse de faire main mise sur le processus électoral éventuel. Il en résulte des conséquences désastreuses pour la République tels : la fuite de nos cerveaux les plus brillants, le départ massif de nos jeunes, une inflation autour de 20% et un déficit budgétaire cumulé avoisinant les quarante milliards (40, 000, 000,000.00Gdes) de gourdes, ce qui conduit à la dégringolade de la monnaie nationale (aujourd'hui, il nous faut 93Gdes pour un $1), à l'augmentation effrénée du coût de la vie et à la paupérisation de l'ensemble de la population.

L'incapacité du Président de la République à assurer le bon fonctionnement de l'Etat aggrave la crise institutionnelle et politique qui secoue le pays depuis son arrivée au pouvoir comme l'attestent les faits suivants :

•Le pays est privé de gouvernement depuis le départ de l'ancien Premier Ministre Jean Henry Céant, le 18 mars de l'année en cours ;

•Le mandat du Directeur Général de la Police Nationale d'Haïti est aujourd'hui arrivé à terme ;

•Le 31 août prochain, le mandat du Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) arrive aussi à terme ;

•Le 9 septembre, la Chambre des Députés entre en vacance ;

•Le 28 octobre, les élections devaient se tenir pour le renouvellement du tiers du Sénat ;

• Le 2ème lundi de janvier 2020, on assistera au disfonctionnement du Parlement avec la caducité de la 50ème législature et le départ d'un tiers du Sénat ;

•Le pays n'est pas doté d'un budget alors que nous sommes à la fin de l'exercice fiscal 2018-2019.

C'est donc sous le règne de ce Président que le pays se trouve plongé dans un climat de chaos sans précédent.

Devant ce brutal constat auquel s'ajoute la publication du rapport de la CSC/CA confirmant la participation criminelle du président de la République dans la dilapidation des 4.6 milliards de dollars américains du fonds PETROCARIBE, la Nation est debout pour demander des comptes. En témoignent les différentes journées de mobilisation enregistrées à travers le pays des 6, 7 et 8 juillet, des 17 octobre et 18 novembre 2018, du 7 au 17 février et du 18 mai 2019 à date pour exiger la démission sans délai du président de la République, la réalisation du Procès PETROCARIBE et l'organisation de la conférence nationale. Loin de se plier à la volonté du peuple souverain, le Président de la République a préféré faire appel à des mercenaires étrangers sur le territoire national et faire usage de gangs armés pour l'aider à se maintenir au pouvoir au mépris des revendications populaires. Ce choix cynique et anti national qualifié de crime de haute trahison, a conduit aux massacres de La Saline, de Carrefour-Feuilles, de Tokyo et à des centaines de cas d'exécutions sommaires répertoriés à travers le pays.

Aussi, dans le but de mettre définitivement fin à tant de dérives du pouvoir en place et de sauver ce qui reste encore de notre dignité de peuple, la branche institutionnelle de l'opposition s'est-elle empressée de procéder à des consultations auprès des différents secteurs vitaux de la vie nationale dans le but de proposer une alternative concertée et consensuelle pour la refondation d'Haïti.

C'est dans cette perspective que les organisations et institutions signataires ont pris le ferme engagement d'adopter les résolutions suivantes :

Au niveau politique :

•Le départ sans délai du Président Jovenel MOÏSE du pouvoir et son remplacement par un Juge de la Cour de Cassation de la République.

•Le Juge de la Cour de Cassation désigné comme Président de la République doit réunir les conditions suivantes : avoir été régulièrement nommé et être politiquement désintéressé, intégrité, bonne réputation et n'avoir aucune appartenance politique connue.

•Un départ, sous pression populaire, du Président Jovenel MOÏSE, entraîne automatiquement la chute du gouvernement et la caducité de la 50e législature, ce qui ouvre la voie à une transition d'au moins trois (3) ans.

•Le Premier Ministre est issu de l'opposition qui regroupe tous les secteurs de la vie nationale qui se sont clairement exprimés pour le départ de Jovenel Moïse. En outre, il/elle doit avoir une expérience avérée et ne pas être impliqué (e) dans aucun crime financier notamment dans le dossier PETROCARIBE.

•Le Premier Ministre forme le cabinet ministériel inclusif et représentatif et le communique au Président pour nomination. Le cabinet sera composé au maximum de quatorze (14) ministres.

•La transparence et la participation seront des caractéristiques distinctives du Gouvernement de Transition.

•Les élus des collectivités territoriales restent en fonction.

•Il est créé une entité multisectorielle dénommée ***«Autorité Nationale de Transition»*** *(ANT) chargée de contrôler les actions du pouvoir exécutif, de suivre et d'évaluer la feuille de route de l'exécutif et de donner des avis conformes aux actes règlementaires de l'exécutif pendant la transition. Cette structure sera constituée de onze (11) membres. Sa composition, son mandat et son mode de fonctionnement seront définis dans le cadre d'un accord politique.*

•Dans le délai de 30 jours de l'installation du gouvernement, le Premier Ministre, en consultation avec l'Autorité Nationale de Transition, conduit les concertations devant aboutir à :

•la formation du Comité d'Organisation de la Conférence Nationale souveraine ;

•la mise en place du Secrétariat technique dudit Comité.

•Les membres du Comité d'Organisation de la Conférence Nationale et ceux du Secrétariat technique dudit comité sont nommés par arrêté présidentiel.

• Il sera formé un Comité de Suivi des résolutions de la Conférence Nationale.

•Il sera procédé à l'élaboration d'une nouvelle constitution pendant la transition pour définir le cadre légal et la nouvelle architecture institutionnelle du pays.

Les principaux organes devant assurer conduite de la transition ainsi que la réalisation de la Conférence Nationale Souveraine seront mis en place sur la base d'une représentativité territoriale.

La nouvelle administration respectera les engagements nationaux et internationaux sur la base du principe de la continuité de l'Etat et du respect des droits de la personne humaine.

Feuille de route du gouvernement de transition :

•Le lancement dans l'immédiat d'activités à haute intensité de main d'œuvre d'investissements dans les infrastructures publiques.

•L'amélioration des conditions de travail et de vie des fonctionnaires publics (enseignants, policiers etc.).

•La révocation par décret de l'actuel Conseil Electoral Provisoire

•Une mesure de justice d'interdiction de départ de tout individu ou responsable d'entreprises ou d'institutions publiques indexé par des rapports administratifs particulièrement ceux de la CSC/-CA en relation avec les fonds PETROCARIBE.

•L'éradication du phénomène des gangs armés et la réinsertion sociale éventuelle de leurs membres.

•La réalisation d'un état des lieux des finances de l'État et de l'ensemble des biens publics et la communication des résultats à la population.

•L'assainissement des finances de l'Etat sur la base de l'élaboration d'un budget participatif qui prend en compte les besoins des collectivités territoriales. A cet effet, enlever du budget du pouvoir exécutif toutes les dépenses inutiles ainsi que les privilèges qui vont à l'encontre des intérêts de la Nation.

•La révision du tarif douanier.

•La lutte contre la contrebande.

•La promotion et la mise en œuvre de la transparence financière de l'État qui se manifestera par :

•La transparence et l'accessibilité aux informations relatives aux recettes et dépenses de l'État, des collectivités territoriales, des organismes autonomes et indépendants.

•La transparence, l'accessibilité et la vulgarisation des informations relatives aux avantages fiscaux, douaniers et autres incitatifs accordés par l'Etat.

•La réévaluation, l'audit systématique en vue de la réforme des institutions de sécurité sociale (ONA, CAS, OFATMA,…) afin qu'elles puissent mieux accomplir leurs missions.

•La mise en œuvre des mesures visant à la réalisation du procès PETROCARIBE et des autres cas de corruption avérés.

•Le renforcement des Structures de l'ULCC, de l'UCREF, du CNMP et de la CSC/CA.

•La réalisation des procès relatifs aux massacres de La Saline, de Carrefour-Feuilles et de tous les autres cas de violations de droits de l'homme.

•L'accompagnement des victimes de ces différents massacres.

•L'accès des personnes handicapées aux différentes activités de la vie politique, économique et sociale.

•La mise en œuvre, en coordination avec le Haut Etat-major de la Police Nationale, du plan de développement prévu pour cette institution.

•La mise en place de la réforme fiscale en impliquant les acteurs concernés.

•Entamer une réforme en profondeur du système éducatif haïtien sur la base du projet de refondation du pays.

•L'installation d'un climat favorable au développement des affaires en libre concurrence dans tout le pays.

•L'audit systématique de toutes les institutions déconcentrées et décentralisées de l'Etat (OAVCT, CONATEL, APN, AAN, toutes les collectivités territoriales…)

•L'orientation et la facilitation des investissements à travers le pays dans les branches motrices de l'économie telles l'agro-industrie, le tourisme et la construction et parallèlement dans les branches entraînées comme l'agriculture, l'artisanat, le transport, la fabrication de matériaux de construction.

•L'encadrement et l'accès au crédit pour les jeunes et les femmes entrepreneurs(es) pour les aider à monter leurs entreprises.

•L'intégration sans démagogie de la diaspora dans les affaires du pays.

•L'intégration des jeunes et des femmes qualifiées dans l'administration publique centrale et décentralisée sous la base de concours.

•L'imposition effective du créole comme l'une des deux langues officielles du pays.

•Le renforcement et la redynamisation de la diplomatie haïtienne.

•Une lutte féroce contre la criminalité financière et le blanchiment des avoirs.

•La mise en place des mécanismes institutionnels permettant à l'État d'assurer la couverture universelle des soins de santé et de services éducatifs de qualité à l'ensemble de la population haïtienne.

•L'organisationd'élections générales suivant le calendrier défini par la conférence nationale haïtienne souveraine.

Un accord politique portant la signature des acteurs vitaux de la nation viendra définir les modalités d'application de cette alternative.

En attendant, ce document est paraphé par les organisations suivantes et personnalités suivantes:
Le Secteur démocratique et populaire, Fòs opozisyon progresis regroupant Pitit Dessalines, MOPOD, KONBIT, etc, AAA, le Mouvement de la Troisième Voie, INITE, Émergence Patriotique, Viv Ayiti, Odep Ayiti, Inyon Fòs Démokratik, GREH , KORE-N, ADEBAH , PONT, les sénateurs représentant la branche institutionnelle de l'opposition, le groupe des 4 sénateurs de l'opposition, Inisyativ patriyotik Maryen (IPAM) comprenant les groupes politiques et sociaux basés dans le Nord et le Nord'Est, les Petrochallengers Nou pap konplis, Nou Konsyan, Nou nan Batay, Challenger populaire et une centaine d'organisations populaires et paysannes.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site,
l'édition hebdomadaire peut être téléchargée :
haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez
l'édition courante ou celle désirée.

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

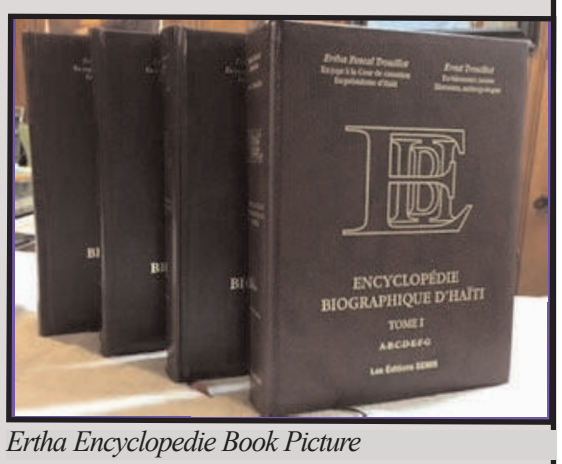
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Sa w simen se sa w rekòlte, san eksepsyon pou depite, senatè osnon prezidan!

Pawòl la ap pale e gen mounn ki di yo pa ka kwè ke yo ka trete youn senatè la Repiblik jan yo di a konsa. Ou kwè Blan an pa ta gen respè pou youn senatè ayisyen, menm lè l gen paspò diplomatik li nan men l ?

Anèl Jozèf.

Antouka, jiska prezan mwen panko jwenn mounn ki ka demanti sa Apòt Pòl te di plis pase 2 mil lane de sa : « *Sa youn mounn simen se sa li rekòlte* » (Galat chapit 6, vèse 7). Se konsa m deside abòde kesyon ki lakòz youn bann pale sou entènèt la, espesyalman sou *WhatsApp.* Gen mounn ki di yo pa kwè se vre, sèvis imigrasyon Repiblik dominikèn fè senatè Grasya Dèlva (Gracia Delva) malonnèt yo di yo fè l la. Avèk paspò diplomatik li nan men l, ajan imigrasyon yo di l : « *No se puede !* » Ou p ap ka monte abò avyon an !

Se nan *Juno,* youn blòg ki bay nouvèl sou entènèt la, nou te premye wè enfòmasyon an samdi maten, nan wikenn ki sot pase a. Senatè Dèlva jwenn refi pou l monte abò youn avyon *Jet Blue* pou l rantre Ozeta-Zini. Msye mande ajan imigrasyon yo si yo pa wè se ak youn senatè y ap pale. Li di yo « *Nou pa wè paspò diplomatik mwen ?* » Epi yo annik montre msye sa k sou konpitè a, osnon òdinatè ki te devan yo a. Se byen non ak foto *Gracia Delva* ki make ak youn kwa wouj dèyè non l, kivedi yo pa ka kite l monte avyon an. Otorite Eta-Zini entèdi msye met pye lakay yo. Se pa tout peyi ki aksepte rantre nan konfyolo ak vòlè ofisyèl.

Selon atik *Juno a,* se pa sèlman Eta-Zini ki pase kwa wouj sou Dèlva, men peyi *Bahamas,* ki sot pran gwo frap anba siklòn *Doryann* nan *(Dorian)* fè menm bagay la tou. Sa vle di Bahamas deklare Grasya Delva *persona non grata* tou, endezirab ki pa ka met pye lakay yo. Asireman, si nou wè Bahamas, ki se youn manm peyi CARICOM, yo fè l, san dout lòt peyi ki fè pati gwoup sa a deja pran menm dispozisyon sa a. Nou mèt tou ajoute Kanada pami yo tou. Apa de Repiblik dominikèn kote Dèlva gen bon jan relasyon ak mounn parèy li yo, sanble li pa ka vwayaje anpil kote. Tou sa, ann atandan lòt gwo regleman k ap tann msye, paske dosye Nèg la pa manke lou.

Akòz *Juno* pa t di ki jou egzakteman sa te pase, Grasya Dèlva lage nan fè je chèch pou l di se manti. Men selon lòt enfòmasyon nou jwenn, senatè a, ki an disgras sèjousi menm bò lakay pou bon jan relasyon li genyen ak chef gang Anèl Jozèf la (Arnel Joseph), te lòtbò fwontyè a vre nan dat madi ki te 3 septanm nan. E se pa nan okenn reyinyon ofisyèl li t ale.

Kòm tikè avyon pi bon mache anpil soti Repiblik dominikèn al Eta-Zini, gen youn bann mounn ki prefere janbe fwontyè al pran avyon lòtbò a, sitou si viza dominiken yo an règ. Epi se prèske tout tan Dèlva an Repiblik dominikèn.

Governor of the Central Bank Jean Baden Dubois.

Si n sonje sa, le 27 avril 2018, Lapolis Repiblik dominikèn te arete msye lòtbò a lè, nan eksè vitès sou otowout *Azua San Juan* nan, machin ni te frape youn sitwayen ayisyen ki te mouri omèm moman. E se li menm, Grasya Dèlva, ki t ap kondui. Se Anbasad Ayiti nan Santo Domingo ki te entèvni pou li, pou di efektivman

Senatè Grasya Dèlva.

li gen iminite kòm senatè, yo pa ka kenbe l nan prizon. Nou pa janm konnen kijan bagay sa a te fini.

Ann tounen sou dènye ensidan semèn pase a. Kòm mwen deja di nou, se pa ti pale y ap fè sou kesyon ke ajan imigrasyon dominiken stope Grasya Dèlva, yo pa pèmèt li monte avyon pou l al Eta-Zini. Gen mounn ki menm di Dominiken pa gen respè pou Ayisyen, menm pou senatè ki gen paspò diplomatik yo nan men yo.

Se kòm si mounn sa yo pa konnen ke depi eskandal Anèl Jozèf la te pete, le 22 jiyè ki sot pase a, sa pa bèl pou anpil gwo chèf nan peyi Dayiti, senatè kòm prezidan ! Paske Anèl konfese, li chante tankou youn zwazo rosiyòl, jan yo di pawòl la. Anèl fè konnen ke se senatè Grasya Delva ki te entèmedyè l avèk prezidan Jovnèl Moyiz. Gwo koze, prezidan peyi a nan konfyolo ak chèf gang ke Lapolis ap chache depi plis pase youn lane ! Epi ansyen prezidan Mateli te nan pale ak Anèl tou. Se Fritz Jean-Louis, ki gen ti non Vlad, ki te kontak la.

Se pa sèl ann Ayiti mounn konnen gwo nouvèl sa a. Eskandal la blayi toupatou aletranje. Donk, gouvènman lòt peyi pa soti pou bay okenn reselè gangstè okenn apui, pèmèt yo sikile lakay yo kòm si deryen netè. Se konsa, Eta-Zini — e lòt peyi tou — deklare Grasya Dèlva *persona non grata,* pa met pye lakay nou.

Pa gen anyen senatè a ka fè nan sa, sitou lè yo jwenn ke msye te mele menm nan afè *kidnaping* youn sitwayen ameriken ansanm ak Anèl. Se plis pase san mil dola vèt madanm mesye a te bay pou te jwenn liberasyon mari l. Epi se vwazen mounn yo senatè Grasya Dèlva te ye. Nanpwen dlo ki pou lave l. Pita pi tris ! Se sa ase nou ka di. Sa w simen se sa w rekòlte ! Kounnye a sa k pral pase ak 2 pitit gason Grasya di li genyen k ap etidye nan Teksas yo ? N ap founi je gade !

Pou tout mounn k ap fè gwo gòj sou kesyon paspò diplomatik la, m ap raple yo kijan youn ansyen prezidan te pran nan menm mera a tou dènyèman, presizeman le 22 mas ki sot pase a, pa ko gen sis (6) mwa. Asireman, nou pa ka bliye sa k te pase Michèl Jozèf Mateli (Michel Joseph Martelly), « *Swit Miki* » osnon « *Swit Mimi* », nan aewopò Miami an.

Vwala ke msye t ap prepare pou l al pran avyon pou l monte Monreyal, nan Kanada, kote li te pral pèfòme menm jou swa vandredi a nan youn konsè kote tikè pa t ret atè. Enben, menm bagay la te rive ansyen prezidan, atis bouch sal la. Ajan imigrasyon ameriken te di l yo pa ka kite l anbake. Byen angran, msye di «*Nou pa wè ak ki mounn n ap pale, mwen se ansyen prezidan Dayiti wi ! Nou pa wè paspò diplomatik mwen ?* » Yo annik montre l konpitè a, osnon òdinatè a, avèk mesaj la : « ***Pa gen viza kanadyen pou Michèl Mateli*** ».

Epi se konsa, vè 11 zè nan maten, menm jou li te konprann li ta pral di mo sal nan konsè a, yo koupe l lapawòl. Pi rèd toujou, yo bloke l nan aewopò, menm jan sa sot rive senatè Grasya Dèlva nan Santo Domingo. Paspò diplomatik se pa youn « *lesepase* » pou nenpòt ki vagabon. Nan ka chat 2 pye a, se patriyòt ayisyen nan Kanada, gason tankou fanm, ki te met tèt yo ansanm pou mande gouvènman federal kanadyen an, Premye minis Justin Trudeau, pou l pase lòd dekrete Michel Martelly *persona non grata* nan Kanada. Fòk nou di tou ke majistra lavil Monreal la, Madam Valérie Plante, te vrèman estomake lè medam ayisyèn sitwayèn kanadyèn yo te pase videyo fè l wè *Mimi* an k ap di betiz, joure fanm. Se konsa msye pa ka met pye Kanada, viza l anile !

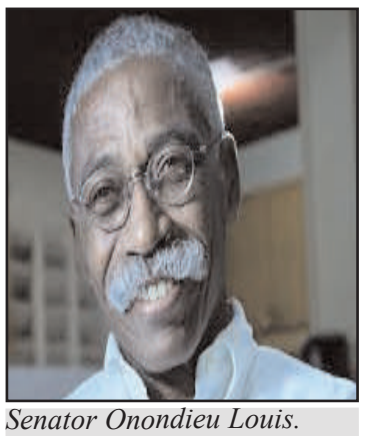
Je chèch, pa gen tankou Michèl Mateli. Pou l eksplike pouki sa li pa t ka vin nan konsè jou swa 22 mas la, msye te gen kouraj pou l di se paske sèten nan mizisyen l yo pa t ka jwenn viza ki fè li te oblije ranvwaye konsè a. Men kòm nou pa egare, pa gen mounn ki pran nan manti a. Tout koze a te eksplike fil ann egiy nan laprès nan peyi Kanada e tout lòt kote yo t ap suiv kesyon an. Michel Joseph Martelly-*SweetMicky-Sweet Mimi persona non grata* nan

Fritz William Michel waiting to be ratified by the Senate.

Kanada!

Alò, gen mounn ki mande pouki sa nou pa rive fè yo deklare « *pestifére* » a *persona non grata* Ozeta-Zini tou ? Epi se konsa, youn gwo revelasyon ap fèt san bri san kont. Nou sonje eskandal doub nasyonalite, menm twa (3) nasyonalite, yo te di prezidan Mateli te genyen (Ayisyen, Ameriken, Italyen). Lè sa a, gwo pwotektè msye, anbasadè ameriken an, Kenneth Merten, t al defann Nèg pa l la nan televizyon ann Ayiti. Men si n sonje byen Merten pa t janm reponn kesyon an dirèteman pou l te di si Mateli se sitwayen ameriken. Li te sèlman di, « *Li se sitwayen ayisyen* ». Men li sitwayen ameriken tou.

An tan ke sitwayen, ou pa ka anpeche mouche a vin lakay li. Amwens ke ta gen youn jijman ki pran pou wete nasyonalite l, jan prezidan Donal Twonp (Donald Trump) ta vle fè menm pou etranje ki gen nasyonalite amerikèn. Men nou panko rive la, e m pa kwè n ap rive la, paske sa pa klè ditou pou youn dezyèm manda Twonp la. Pa egzanp, si eleksyon prezidansyèl yo t ap fèt kounnye a, msye t ap pèdi, paske popilarite l ba anpil. Lane pwochèn se youn



Senator Onondieu Louis.

lòt kesyon. Men la tou, nou pa wè kijan li pral repedale.

Donk, Mateli pa bezwen pè, li pa nan pèdi sitwayènte amerikèn li. Men tou, li ka peye sa byen chè e menm pran bon jan prizon nan peyi l lè yo rive trennen l nan tribunal bò isit pou vòl lajan ann Ayiti. Sitou mouche a pa deklare kòb la, ni li pa peye IRS *(Internal Revenue Service)* taks sou bann lajan li fè ann Ayiti yo nan tout movèz kondisyon nou konnen yo. Bati chato bò lanmè ki evalye ant 8 ak 9 milyon dola se pa jwèt ti zafè sèlman ak youn apwentman de 100 mil dola par an. Antouka, jan sa ka pase se kouri pou lapli al tonbe nan gwo basen. Ou ka menm nwaye !

Bondye fè nan peyi isit gen lòt bagay ou ka fè kont sitwayen devègonde. Gade sa k sot pase mouche Mateli nan Nouyòk nan semèn *Lebòde a (Labor Day).* Ayisyen konsekan akeyi *Mimi Chat 2 pye* a youn fason li pa t atann. Nan samdi swa, ki te 31 out la, Sarah Poisson, youn dam vanyan ke yo te pran pou youn bon « *PHTKis* », abiye tout anwòz, koulè pati a, te bay youn demonstrasyon san parèy nan mitan gwo sal « *The Space* » la nan *Westburry, Long Island,* N.Y. Pandan mouche a monte sou sèn, Sarah Poisson deplwaye pankat li « **KOT KOB PETWOKARIBE a ?** » Epi li degrennen kont li sou « *Swit Mimi* » an, devan tout mounn ki te vin nan fèt « *Pa Admisyon sèlman* » an. Sarah deklare ke tout vòlè se vòlè ! Se pou yo arete tout, jije yo, al depoze yo nan prizon. Vrèman, yo pa t ap atann yo a sa. Epi vwala ke Sarah Poisson vin reprezante youn egzanp pou mounn k ap kanpe tennfas pou mande eksplikasyon e menm prizon pou vòlè ofisyèl yo.

An plis de sa, patriyòt nan Nouyòk te fè lòt aksyon ki bay bon rezilta. Youn gwoup ladan yo te ekri Bill de Blasio, majistra Nouyòk la, ak Eric Adams, prezidan Komin Bwouklin nan, ak plizyè lòt ofisyèl Eta, lavil e menm nan Kongrè nan Wachintonn, ki reprezante Nouyòk. Yo te mande ofisyèl yo bare lawout a *Mimi* an nan gwo fèt karabiyen an sou *Eastern Parkway,* nan Bwou-

Senator Onondieu Louis.

klin pou *Lebòde* a, nan lendi 2 septanm nan. Enben sa te egzakteman jan patriyòt yo te mande a. Nou pa t wè pwent tèt *Chat 2 pye* a nan zòn nan. Epi gwoup KOMOKODA a te bay *Richard Urbain* manifestasyon devan klinik li nan Bwouklin, pou eksplike tout mounn ki t ap pase osnon ki t ap vin nan klinik la, wè ke se msye ki te deside anbrase Nèg bouch sal la ke laplipa sitwayen ap denonse. Antouka, slogan KOMOKODA a di bagay yo byen klè, jan sa dwa. Avèk gwo pòtre *Mimi* an dèyè bawo fè, mesaj la di l byen klè : « ***Persona non-grata in NY ! Persona non grata everywhere !*** »

Kote vòlè yo pase n ap lage 2 gidon nan dengon yo ! Wè pa wè, prensip la deja etabli : *Fòk zòt rekòlte sa yo te simen.* Pawòl levanjil !

Grenn Pwonmennen
11 septanm 2019

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 7

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 8

BESTCARE UNISEX
BEAUTY SALON INC.

SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
(718) 740-4523

MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gave !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 9

RENDEZ-VOUS À MARMELADE DES FORCES VIVES D'HAÏTI

La relance de la mobilisation anti-Jovenel Moïse

Le CORE Groupe était présent...

Suite de la page 1

nommé et être politiquement désintéressé, intégrité, bonne réputation et n'avoir aucune appartenance politique connue ».

L'entente conclue indique aussi le profil du citoyen qui remplira le rôle de Premier ministre. Il doit être « *issu de l'opposition qui regroupe tous les secteurs de la vie nationale qui se sont clairement exprimés pour le départ de Jovenel Moïse. En outre, il/elle doit avoir une expérience avérée et ne pas être impliqué (e) dans aucun crime financier, notamment dans le dossier PetroCaribe*».

Le document constitue une vraie feuille de route pour la mise en place du prochain gouvernement, dont l'intronisation entraîne automatiquement la caducité des deux Chambres législatives. L'administration, qui assure la gestion de la République, sur une base intérimaire, durant trois ans, créera les conditions pour la tenue d'élections démocratiques, inclusives et libres.

D'une manière générale, l'opposition au régime Tèt Kale, toutes tendances confondues, exceptés ceux qui ont opté pour bouder l'événement ou qui ont commis l'erreur de n'en avoir pas saisi la portée et de le banaliser, sont repartis revigorés pour relancer la mobilisation.

Le CORE Group était présent

Il semble que la grande majorité des représentants de la presse haïtienne n'a pas remarqué la présence de diplomates étrangers à cette réunion. On a appris que les ambassades des États-Unis, de France et du Canada, tout au moins, s'étaient fait représenter. Un observateur a déclaré les avoir vus applaudir les intervenants dont les points de vue ont été particulièrement percutants et bien accueillis.

Selon une source proche des organisateurs de la rencontre de Mirebalais, il a été conseillé à ces derniers d'inviter le CORE Group à la réunion. Après un premier geste d'hésitation affiché initialement, la suggestion a été favorablement reçue.

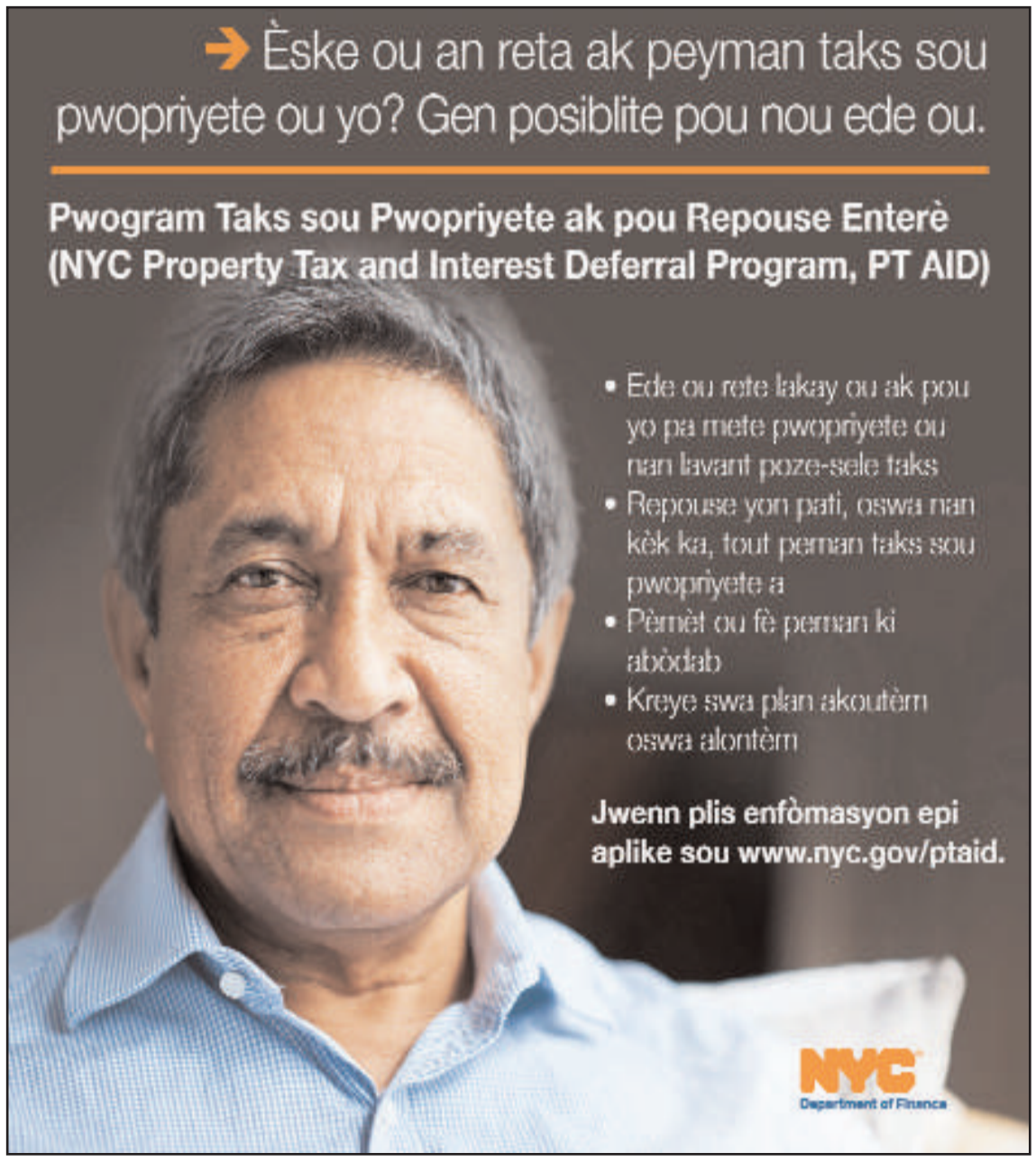
Rappelons que dans les interventions, face à la mobilisation visant à forcer la démission de Jovenel Moïse, les diplomates étrangers, notamment les représentants des États-Unis, de France, du Canada et de l'Union européenne objectent à l'idée du départ du président haïtien avant la fin de son mandat. Dans leurs raisonnements, ces diplomates rappellent toujours que Jovenel a été « *élu* » par le peuple haïtien, il appartient à ce dernier de mettre fin à son mandat. Parfois ils émettent des communiqués déclarant que le pouvoir s'acquiert par le truchement des élections. Ce qui semble signifier que le peuple haïtien doit continuer à subir Jovenel Moïse jusqu'à ce qu'un autre président soit élu à sa place.

La présence des représentants de ces ambassades à Marmelade devrait retenir l'attention des observateurs. Il faut suivre de près la manière dont elles font le suivi de leur participation à cette importante réunion. Il y a lieu de surveiller de près leur discours, face à la mobilisation qui doit reprendre prochainement. Car depuis les dernières manifestations de rue, à Port-au-Prince, de nouveaux scandales ont éclaté impliquant Jovenel Moïse et son équipe dans des actes de corruption.

On peut citer, par exemple, l'affaire de la Banque de la république d'Haïti avec Agritrans, la firme de production de banane de Jovenel Moïse et son entreprise nouvelle née, la SOFIDAI, bénéficiaire d'un prêt de USD 100 millions $ quasiment sans condition, au taux de 1 %, alors que M. Moïse et sa compagnie octroient des emprunts aux agriculteurs au taux de 6 %.

Le dernier scandale en date est celle impliquant Magalie Habitant, qui passe pour être la tirelire personnelle de Jovenel Moïse avant même son accession à la présidence. Détentrice d'un total de 19 comptes en banque, le rapport mené sur ces comptes indique que Mme Habitant brasse de fortes sommes d'argent que ses activités commerciales et professionnelles ne peuvent en aucun cas supporter. Assurément il y a lieu de dénoncer des actes de blanchiment d'argent, ou de de corruption ou encore de blanchiment des avoirs, ou bien les trois en même temps.

Après le méga scandale du Fonds PetroCaribe, suivi de l'affaire Dermalog, des kits scolaire et sanitaire auxquelles s'ajoute le dossier de la BRH, il y a de quoi s'interroger sur l'aptitude de Jovenel Moïse à gouverner le pays. Les pays où l'intégrité administrative et la bonne gouvernance sont la norme, et la corruption est tenue à distance, il faut se demander pourquoi ces pays tolèrent-ils un tel délinquant.



Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'entente de Mirebalais ne fait pas l'unanimité au sein de l'opposition

Les observateurs politiques et la presse haïtienne brandissent l'« *entente* » trouvée à Mirebalais comme l'union des opposants au régime Tèt Kale autour d'un projet commun, en tout premier lieu la fin du régime dirigé par Jovenel Moïse. Mais on n'a pas besoin d'une analyse profonde de l'attitude des acteurs pour constater que, nonobstant les adhésions exprimées, l'unanimité n'est pas trouvée. On ne peut, dès lors, prétendre que la bonne recette est finalement acquise pour lancer le pays vraiment sur la voie du changement tant prôné et auquel aspire ardemment le peuple haïtien.

Les organisateurs de la rencontre du dimanche 8 septembre ainsi que les participants se déclarent satisfaits des sujets débattus et de la volonté exprimée d'avancer ensemble et exprimant les mêmes idéaux dans la lutte pour débarrasser le pays du carcan du PHTK. Quasi unanimement, les participants enjoués se croient autorités à se proclamer « *opposition plurielle* », satisfaits d'avoir trouvé l'« *entente* » longtemps recherchée et d'être finalement en mesure de dégager une « *alternative consensuelle*». Dans la mesure où l'absence de ces éléments dans la lutte pour le renversement des imposteurs au pouvoir constituaient les grandes préoccupations des uns et des autres, ce sentiment de satisfaction proclamé prend une allure légitime. Toutefois, dans l'expression même de ce témoignage se dégage l'obstacle à cette « *unification* » de l'opposition.

En effet, dans son intervention pour féliciter la réalisation de cette rencontre, l'avocat André Michel, le porte-parole du Secteur démocratique et populaire, et l'un des architectes de cette réunion, s'inspire du message de Jésus-Christ pour faire valoir le travail qui reste à faire. « *Le berger doit quitter le troupeau pour aller chercher la brebis égarée* ». Aussi, a-t-il précisé, « *Nous allons œuvrer pour chercher ceux qui n'ont pas encore signé l'alternative* ».

Signalons que la plupart des grands partis et formations politiques du pays étaient présents à la rencontre de Mirebalais. Mais Lavalas brillait par son absence, l'un des rares organisations de poids à bouder ce congrès. Voilà la pierre d'achoppement à laquelle se trouve heurtées en permanence les forces d'opposition. Dans le cadre de la mobilisation lancée au cours de ces derniers mois, Jean-Bertrand Aristide et son parti politique reviennent toujours à la rescousse de Jovenel Moïse et de PHTK en tant que casseurs du mouvement oppositionnel. Tout semble indiquer qu'en s'absentant de Mirebalais, le prêtre défroqué et ses ouailles affichent, une fois de plus, leur intention de manifester leur solidarité indirectement à Jovenel Moïse et PHTK. Surtout que, dans son message de félicitations pour la réussite de la rencontre du dimanche, André Michel a énuméré les conditions nécessaires pour adhérer à cette «*grande unité* ».

Selon le porte-parole du Secteur démocratique et populaire, ceux qui veulent se joindre à ce mouvement large doivent remplir quatre conditions. 1) Ceux qui sont d'accord pour que Jovenel Moïse quitte le pouvoir ont leur place dans ce mouvement. 2) Ceux qui souscrivent à l'idée de mettre sur pied une transition différente de celles qui ont été déjà proposées, c'est-à-dire une transition où la corruption et la franchise douanière n'ont point leur place, sont les bienvenus. 3) Ceux qui sont d'accord pour la tenue du procès PetroCaribe y ont leur place. Cela signifie aussi que tous ceux qui ont des comptes à rendre dans le dossier PetroCaribe, tels que Michel Martelly, Jovenel Moïse, Jocelerme Privert, Wilson Laleau, Yves Germain Joseph, Marie-Carmelle Jean-Marie, Laurent Salvador Lamothe et consorts n'ont pas leur place dans l'unité que nous construisons. 4) Tous ceux qui adhèrent au projet d'une conférence nationale haïtienne souveraine, dans une entente visant à jeter les bases pour la construction d'un autre pays appartenant à tous, en même temps que nous démolissons le système d'exploitation, appartiennent à cette grande unité.

Plus loin, dans son intervention, André Michel affirme que le mouvement qui se dégage de cette entente ne fait acception de personne. Sont admis toutes les composantes sociales et variétés épidermiques, les riches aussi bien que les pauvres, les citadins de même que les paysans.

Tout en constatant l'absence d'autres formations politiques, en dehors de Lavalas, il faut reconnaître que l'événement de Mirebalais, ce dimanche 8 septembre, constitue une première dans l'histoire de l'opposition à un régime en place. Il faut remonter aux événements qui culminèrent à la chute de la dynastie des Duvalier, le 7 février 1986, pour constater une telle galvanisation de l'opposition démocratique. C'est, d'ailleurs, ce constat qui porte les organisateurs à se féliciter d'avoir, enfin, trouvé la recette capable de rallier tous les secteurs opposés au régime PHTKiste et à croire que les indécis finiront par emboiter le pas.

Certes, les militants venaient des dix départements géographiques du pays et de la diaspora pour se converger à Mirebalais. Et le profil des participants fait vraiment penser que presque tout le pays était au rendez-vous. Comme cela se voit en regardant les foules drainées par les manifestations qui se sont déroulées à travers le pays depuis le déclenchement de la mobilisation des pétrochallengers.

Aussi, pour la première fois, les deux Chambres législatives se sont manifestées ouvertement, et d'un commun accord, dans la campagne anti-Jovenel Moïse. Par exemple, les députés Abel Descolines et Printemps Bélizaire ont fait chorus avec l'ex-parlementaire Hughes Célestin pour encourager les indécis à entrer dans la bataille. Pour sa part, le sénateur Youri Latortue, figure de proue dans la contestation ouverte avec le président Moïse et son équipe, s'est adressé aux membres de son parti politique, *Atibonit An Aksyon* (AAA), et aux participants en général les exhortant à porter bien haut l'étendard de l'opposition. Même chose pour les sénateurs Nenel Cassy et Évalière Beauplan, longtemps identifiés à l'opposition. Aussi bien que l'ex-sénateur Kelly Bastien; sans oublier le sénateur Saurel Jacinthe, un allié de Jovenel Moïse, jusqu'à tout récemment, quand il a proclamé sa rupture avec lui, déclarant qu'il ne supporte plus un gouvernement de bandits. Ces derniers exhortent les militants à reprendre les manifestations, cette fois pour de bon, jusqu'à la chute du régime en place.

Certes, d'autres secteurs, qu'on croyait avoir des affinités avec l'opposition, n'ont pas répondu présent à Mirebalais, notamment l'Organisation du peuple en lutte (OPL), Fusion des sociaux démocrates et Regroupement des démocrates nationaux progressistes (RDNP) du défunt professeur Lelsie F. Manigat. Les organisateurs de la rencontre de Mirebalais pensent que l'intensité de la mobilisation qui s'annonce finira par les attirer. Mais il y a peu d'espoir que l'ex-président Jean-Bertrand Aristide sortira de ses réserves.

A moins que des événements nouveaux portent le prêtre défroqué à changer son fusil d'épaule, il risque de rester prisonnier des contingences politiques qui sont susceptibles de déterminer ses décisions. Car les principaux cris de ralliement autour de la mobilisation anti-Jovenel Moïse, essentiellement la tenue du procès PetroCaribe, effrayent au plus haut point M. Aristide. Sachant que le rapport Denis évoquant les détournements de fonds qu'il a commis au détriment de la Téléco et d'autres institutions de l'État sont susceptibles de déclencher la demande de poursuites contre lui aussi, il préfère se retrancher dans l'inaction plutôt que de mettre sa sécurité en péril.

De toute évidence, on n'a pas encore trouvé les conditions susceptibles de rassurer le baron de Tabarre par rapport à ces éventuels revendications. Et rien n'incite à croire que le chef à vie de Lavalas changera de stratégie. Voilà ce qui rend impossible l'unanimité au sein de l'opposition dans la lutte pour la mise à la porte de Jovenel Moïse. À moins que l'objectif soit atteignable sans lui et le monde Lavalas.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 Ik Avenue Feldheim, Bt Rt Aprt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US. pour six (6) mois
☐ $160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS. pour six (6) mois
☐ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 11

EDITORIAL

The Mirebalais Agreement isn't supported by the entire opposition

Political observers and the Haitian press brandished the "agreement" found in Mirebalais as the unity of opponents to the "Bald-Headed" regime around a common project, the first goal of which is the end of the regime led by Jovenel Moïse. Notwithstanding the endorsements expressed, unanimity hasn't been found. Without fully analyzing the attitude of certain actors on the political scene, one can say the struggle goes on with a broad entente, unanimity be damned. There's no way thwarting the Haitian people aspiration for change.

The organizers of the meeting last Sunday, September 8, as well as the participants thereof expressed their satisfaction with the topics discussed. They also said they will move forward together, embracing the same ideals in the struggle to rid the country of the PHTK straitjacket. Almost unanimously, the cheerful participants believe they have good reasons to proclaim themselves the "plural opposition." They're satisfied that they have found the long-awaited "agreement" that, finally, will make possible a "consensual alternative."

Indeed, the lack of an "entente" among the various branches of the opposition was the main concern of the organizers of the conference. For without a "*tèt ansam*" (heads together) as they say in Creole, there is a lack of cohesion in the struggle to overthrow the impostors from power. Seeing what was realized this time, actors of the various tendencies at the conference can express a legitimate satisfaction. Nonetheless, due to certain obstacles, there's not that total "unification," as recognized by an authoritative voice.

In his congratulatory remarks to those assembled, André Michel, Esq, the spokesperson of the "Democratic and Popular Sector," and one of the architects of the meeting, drew inspiration from the message of Jesus Christ to highlight the work that remains to be done. *"The shepherd must leave the flock to go find the lost sheep,"* he said. And he added, *"We will endeavor to look for those who have not yet signed the alternative document."*

It should be noted that some of the country's major parties and political organizations were present at the Mirebalais congress. However, one influential party, Lavalas was conspicuous by its absence. On a permanent basis, the opposition has found Lavalas to be an obstacle in the mobilization ongoing these last several months. There's no way ignoring what Jean-Bertrand Aristide and his political party have done. In a way they've always rushed to the rescue of Jovenel Moïse and PHTK, often breaking the momentum of the opposition. By staying away from Mirebalais last Sunday, the defrocked priest and his flock, once again, have shown, though indirectly, their solidarity to Jovenel Moïse and the PHTK. Meanwhile, André Michel listed the conditions necessary to join the "great unification" movement.

According to the representative of the "Democratic and Popular Sector," those wanting to join this broad movement must meet four conditions, to wit: 1) Those who agree that Jovenel Moïse should leave power have their place in this movement. 2) Are welcome those who support the idea of setting up a different transition from what has been proposed already, i.e. a transition in which corruption and duty-free access in Customs have no place. 3) Those who agree to hold the PetroCaribe trial have a place in it. Automatically barred are all those who are accountable in the PetroCaribe dossier, such as Michel Martelly, Jovenel Moïse, Jocelerme Privert, Wilson Laleau, Yves Germain Joseph, Marie-Carmelle Jean-Marie, Laurent Salvador Lamothe and others of their ilk. 4) Also belonging to this great unification movement are all who adhere to the project of a sovereign Haitian national conference, the goal of which is an agreement to lay the foundation to build a different country that would belong to all. Obviously, that means the demolition of the current system which exploits the masses for the benefit of a few.

In his speech, André Michel also stated that the movement that emerges from the Mirebalais agreement is open to everyone. All social components, without exception to skin color, the rich as well as the poor, urban dwellers as well as peasants are welcome.

While noting the absence of other political parties besides Lavalas, one must acknowledge that last Sunday's event, at Mirebalais, is a first in recent history of opposition to an existing regime. To find such galvanization of the democratic opposition to a regime, one should go back to the events that culminated in the fall of the Duvalier dynasty in 1986. In that light, the organizers of the congress should have some satisfaction that, finally, they have found a recipe that could serve as a rallying point for all sectors opposed to the ruling PHTK regime. That's a booster, while working and expecting that the undecided eventually will follow suit.

As it was, activists converged to Mirebalais, coming from the country's ten geographical departments as well as from the widespread Haitian Diaspora. In addition, the profiles of the participants suggest that almost the entire country was there. It was similar to what has been experienced with the crowds at the demonstrations that have taken place across the country since the mobilization of the petrochallengers began.

For the first time also, members of the two legislative chambers mutually agreed to be represented in the anti-Jovenel Moïse campaign. For example, *Députés* (Congressmen) Abel Descolines and Printemps Bélizaire joined former Parliament member Hughes Célestin in encouraging the undecided to join the fray.

For his part, Senator Youri Latortue, a leading figure in the open protest against President Moïse and his team, addressed members of his political party, *Artibonite In Action* (Creole acronym AAA) and potential participants in general, urging them to raise high the opposition's flag. The same is true for Senators Nenel Cassy and Évalière Beauplan, long identified with the opposition. As well as former Senator Kelly Bastien. Without forgetting Senator Saurel Jacinthe, an ally of Jovenel Moïse until very recently, when he proclaimed his break-up with him, declaring that he no longer supports *"a government led by bandits."* Moreover, Senator Jacinthe urged the activists to resume demonstrations, this time for good, until the fall of the current regime.

Other sectors, which were believed to have affinities with the opposition, did not respond to the call to gather at Mirebalais. Among the most notable, besides Lavalas, are the Organization of the People Struggling (French acronym OPL), Fusion of the Democrats and Regrouping of the National and Progressive Democrats (French acronym RDNP) of the late Professor Lelsie F. Manigat, now led by Eric Jean-Baptiste and Mirlande Manigat, the widow of the professor. Based on the intensity of the mobilization, the organizers of the Mirebalais congress expect that those will eventually join the movement. There's little hope, however, that former President Jean-Bertrand Aristide will ever drop his reservations.

Unless new events lead the defrocked priest to change his tactics, he risks being trapped by political contingencies that are likely to determine his decisions. Because the main rallying cries around the anti-Jovenel Moïse mobilization, essentially the PetroCaribe trial, extremely frightens Mr. Aristide. He can't forget the 2004 "Denis Report," in which former Senator Paul Denis details his career of an embezzler of funds in detriment of Teleco, the former State-owned telephone company, as well as of other State institutions. Eventually, the anti-corruption movement targeting the current regime will likely trigger a demand for proceedings against him also. Thus, he prefers to take refuge in inaction, rather than jeopardize his fragile safety.

Obviously, the conditions likely to reassure the "*Baron of Tabarre,*" as Aristide is called for his sprawling domain in Tabarre, have yet to be found. After all, a reform movement aimed at changing the Haitian political system can't give Aristide, *"President for life of Lavalas,"* a pass. In addition, there is no reason to believe that he will change his strategy. Therefore, the unanimity sought to get rid of Jovenel Moïse, being an impossibility, Jean-Bertrand Aristide and Lavalas must be left behind with all the negative repercussions they will face.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 12

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Prisme et occultisme par syndrome ou la constante Dumont-Dumont

Par Dan Albertini

Entre (), pourquoi Donald J Trump bégaie-t-il contre Emmanuel Macron, dans l'affaire de l'Iran en cours, tandis que tête de linotte l'abbé du deal a fermé le contrat ? Fermons-les ().

Max Larson Henry dans une entrevue qu'il nous a accordée en 2012 dans le cadre du spectre numérique répondait à l'une des questions posées, par une étonnante réponse où il a pris soin de réclamer un embargo afin de respecter l'intégrité des parlementaires. Il disait en bref : que le niveau du parlementaire haïtien faisait dans la notion d'un « abruti ». Oui nous avions observé l'embargo, mais la catastrophe en vallée parlementaire haïtienne est si grave après sept ans qu'il faut établir le constat avant la décomposition du corps, le temps urge. Perseverare dicabolicum, nous dirait Jules Campion de sa missa latina pro adjuratio. Ce n'est pas ma joie que de faire ce déballage de linges, je rêve souvent de pratiquer un journalisme offensif en faveur du patrimoine. Ici nous sommes tous en face d'un mal, et le fait de ne pas l'identifier signifie alors la fin de plus d'un siècle pour nous avec la cabale aya-onondieu à la questure. Immunité en sus, risquons-nous le sas de déchocage ? Wagner par l'effet Mozart y légua mieux du règne de Louis II (Bavière) épris dans sa folie, indurant le peuple. On est à ce point dans la meringue héritée d'un ancien voleur drogué qui a produit aya... Déclaratif !

Extrait de la lettre No.2 du sénateur Dumont au président du Sénat, Carl Murat Cantave.
P. Dumont** : « Vous avez la responsabilité en tant que président, d'affronter ce problème qui a pourtant tout l'air de la partie visible d'un immense iceberg». Il intervenait le 29 août 2019 sur l'affaire Onondieu, décrite dans le rapport du BAFE, daté du 16 août 2019. Le prisme de la corruption serait au sein même du sénat avec : sénateur Onondieu & complice interne, dixit le rapport cité. Le président du sénat, Murat, dans une langue de bois a en effet déclaré avoir pris les choses en main. Le sénateur Onondieu s'est rabattu sur lui par la suite, d'une déclaration publique. Un vice questeur d'abord, un questeur ensuite, voilà pourquoi j'ai ainsi posé la question au sénateur P. Dumont : **quelle est votre formule dans ce laboratoire de ressources et d'expertises ? Où irez-vous puiser cette mémoire de travail ?

***PD1**. «Dans l'œuvre d'Henry Christophe, celles des Delorme, Menos, Marcelin, Janvier, Firmin et, plus récemment, le patriotisme double de savoir-faire enrobé de brio de Leslie Manigat».*

Les circonstances m'imposent le délai d'un autre entretien, néanmoins je me m'interroge sur la logique de sa réponse. Y a-t-il au Parlement des présences inappropriées tandis que des absences sont à déplorer ? Si oui pourquoi et qu'est-ce qui a provoqué la déchéance, Menos, Christophe, Delorme, Marcelin, Firmin, Manigat, ont existé auparavant ? Et de là, le sénateur Onondieu, aurait-il lu Sri Aurobindo (philosophe hindou), à l'envers, pour se forger un prisme fabuleux reflétant : interdits de la constitution et du sénat d'après la projection du miroir, de là, aurait-il compris, errare humanum est, ce que lui reproche l'enquête du CSPJ demandant des comptes ? Hélas oui c'est possible, la plupart de ces illuminés du terroir le font, en quête de pouvoirs occultes. On peut le dire sans exacerber la critique, l'être haïtien consomme du legba-dantor au quotidien avant de sortir, que les illustres cités par le sénateur Dumont, l'ont fait si, bien que plus intelligents. Reagan des E.U. avait son astrologue. En outre, Onondieu, en empruntant du bouddhisme adopté du vaudou (là où, les semaines en amont j'ai constaté la cartomancie politique de Moïse Jean-Charles, ancien sénateur qui se croit président par la vertu des couleuvres de Milot qui lui auraient trouvé la valeur en écartant Martelly), a-t-il confondu de son mandat : Capitale et région du Nord-Ouest ? Une fois de plus, pourquoi ?

*Revisitons le sénateur P. Dumont avant de poursuivre puisque le mal de la curie dont souffre Onondieu trouve-t-il un ratio de l'autre côté, après Mirebalais ? A savoir s'il est vraiment le demi-ailier droit du onze' parlementaire aligné pour affronter le vote, il nous répond ceci : « c'est un souhait exprimé maladroitement. C'est à eux de rejoindre ma position ». Quelle est sa position, question au préalable que je lui ai posée : **mais croyez-vous pouvoir être ici ce coach comme dans le foot, qui sait trouver un bon capitaine afin de mener l'équipe parlementaire vers la victoire, c'est-à-dire rejoindre le préambule ?***
PD4 -** J'ambitionne d'être exemplaire: je l'assume. Le coach au Parlement? Possible, si nous nous limitons au savoir-que de la mémoire déclarative, pas au niveau cognitif profond de la mémoire procédurale que vous avez convoquée à votre 2e question. C'est une affaire d'éducation et de politiques nationales qui dépasse les idéologies autant que les rivalités et les ego politiques surdimensionnés. **Où est alors ce capitaine de révolution tranquille ?

*La logique pour nous à ce stade n'est pas de condamner le sénateur Onondieu sans procès ni d'empêcher un gouvernement Michel, ce qui prolongerait l'effet-Lapin sans issue, puisque le colonel Rebu n'y semble pas au coup d'État salvateur. Onondieu a droit à la justice afin qu'il y croie aussi, un jour. De plus, la présidence va se retrouver une fois de plus avec une balance négative volontaire de parlementaires élus, ce qui ouvre la porte aux négociations politiques indues, dont le passage d'un premier ministre ratifié quitte à le renvoyer par la suite pour son inconduite dans la négociation avec la chambre basse en matière de corruption. Raison pour laquelle on pourrait interroger la présence d'Hilda Baker dans ce cabinet particulier. Le prisme a l'aspect d'occultisme. Multi facette qui impose complexité et urgence à cause de la déchéance en cours du corps. Le prisme est en fait pyramidal avec une large base aux quatre côtés, un point au sommet de la pyramide. Que l'on passe par la République non éternelle de Platon ou par la Curie romaine, il n'y a rien en Occident qui ne soit du point du sommet pyramidal ou du centre du noyau. C'est une question d'équilibre à la base de ses systèmes. Onondieu, d'après le spectre, fait partie de périphériques éloignés à qui on a confié dans un compagnonnage tertiaire, la responsabilité complémentaire (**Y**) dans un tout, moyennant certains privilèges qu'il départage. Qui est donc ce point (**A**) pour qu'on se le taise ?*

*Revenons ici-là, à la ménopause de l'intelligence parlementaire du Quai. Elle n'est pas un état dégénératif, si elle n'est pas précoce, elle est la maladive de naissance. La petite enfance ni l'adolescence n'ont même pas été entamées, cela va sans dire de la croissance. C'est le court de la constante Dumont-Dumont. Le cas inquiète hautement sur la valeur résiduelle puisqu'à la complémentaire suivante, sur le standard : **cela prendra-t-il combien de temps alors si oui,** voici sa réponse :*

***PD4 -** « le temps que cela prendra ? Celui de la Révolution tranquille, par exemple ».*

*La réponse est explicite pour celui qui a vécu au Canada/ Québec, donc le modèle d'emprunt éloigné des assauts anthropologiques de Firmin ou de la ruse louverturienne de Manigat. Ce contrairement à la source savante endogène citée. Ce puisque les Ambroise, Malebranche, Sabalat, Roy, du vecteur **C** sont classés dans l'oubli de la nuance post 7 février 1986. Même les Wesner Emmanuel, E Pédro Casséus sont effacés. Que dire d'aller chercher le chevronné juriste tel me Camille Jabouin ! La Révolution tranquille dans le sang dessalinien sera le défi.*

Il n'est point besoin de se cacher à l'ombre du prozac pour juger le comportement compulsif du parlementaire quand il est en présence des taux fluctuants de manipulations du premier ministre désigné ou de celui en fonction convoqué. C'est ce qui nous donne le cas G Philippe en prison aux E.U., le syndrome aya-onondieu. Onondieu hérite du gène inné des délibérations de 1987, où, l'on a cru que le nom de, la réputation de, ou l'épiderme de, suffit pour y construire la charte fondamentale si différente de l'épave entravée de Mérédic Louis Élie Moreau de Saint-Méry. Nous avons aujourd'hui une constitution qui ne concerne pas ceux qui ne se sentaient pas concernés à l'origine étant donné la force trompeuse de l'inclusion. Le sénateur est en réalité un migrant de la Capitale dont le pays en réalité est le visa de l'exo.

Après le constat, c'est donc la constante puisque la lettre dans le cas du syndrome aya n'a encore été expédiée aux études sérieuses que la deuxième lettre à compter de ce calendrier, fait mention du questeur lui-même (Onondieu) soit le syndrome onondieu : qui sera alors assez intègre pour non seulement se voir aboutir, mais ne pas se voir arrêté aussi dans la horde des compères mafieux dans un pays où le penseur est un ougan auto déclaré ? MJ-C, je l'ai dit en rétro, a dû revoir la suite des couleuvres de Milot pour se croire en l'alter ego Vladimir Poutine. Ce qui m'a poussé à poser la question suivante au sénateur P. Dumont :

***DMA**. Moïse Jean Charles, laisse planer le spectre d'un pseudo nouvelle amitié, en l'occurrence avec Vladimir Poutine ou avec la Russie : **comment voyez vous cette relation et si elle se poursuit, cette gestion politique et diplomatique, avec la qualité des ressources au Parlement souffrant du syndrome «aya », quand vous dites que** « globalement, nous avons perdu nos repères et nous ignorons les standards de notre civilisation. Qu'il y a tant à faire ? »*
***PD4 -** On peut simplement, sans fanfaronnade, faire amitié avec tout le monde, pourvu que la sauce ne coûte pas plus cher que le poisson.*

Combien vaut le poisson déjà, ce afin de calculer le coût de la sauce intelligemment ?

*Je souhaite beaucoup de succès au sénateur P. Dumont dans sa quête personnelle puisque sa position reste ouverte à la suite de Mirebalais, mais ne se joindra pas à leur instruction. Un point important cependant, cela se passe dans un pays où selon les dires de Pierre-Louis Opont à son ami azou : « se kolon n ki bat». Même notion chez l'anglophone : team wins. Si la motion Dumont-Dumont aboutit, ce sera déjà la grande victoire pour l'ancien entraineur de foot. De là négocier avec V Poutine via Sergeï **L** qui avait humilié Hillary Clinton secrétaire d'État E.U., en passant par le diplomate russe au Venezuela, c'est l'autre affaire qui dépasse le foot Delmas contre Tabarre. Quelles sont ses peurs dans la vie, c'est là où la République de Roy Malebranche Ambroise Sabalat & c/o, devra surveiller. Car, c'est la porte d'entrée du mal. Imaginons alors « aya » entre Kiev et Moscou par la présidence échue. Il vaudrait se dire sans jeu de mots : oh non Dieu, je n'y crois pas !*

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 13

Il y a vingt ans, Guy Durosier tirait sa révérence (Quatrième et dernière partie)

Par Eddy Cavé

Dans les trois premières parties de cet article, l'auteur de *De mémoire de Jérémien* a effectué un survol rapide de la vie de Guy Durosier, rappelé le contexte socio-culturel de la quinzaine d'années que l'artiste a passée au Canada et évoqué les souvenirs de deux périodes vécues auprès de lui, l'une à Montréal, l'autre dans la région d'Ottawa. Dans cette dernière partie, il aborde la délicate question de la rupture et des réconciliations de Guy avec son public et essaie de percer l'énigme Guy Durosier ?

Guy Durosier, Fritz Pereira, Alphonso Chico Simon.

Une première déception pour ses admirateurs

Une semaine après la merveilleuse soirée du jour de l'an 1971, Guy quittait Montréal sur la pointe des pieds, sans faire d'adieux. À la manière d'un voleur qui s'infiltre dans votre inimité pour repartir avec vos bijoux les plus précieux. Nous apprenions peu de temps après qu'il était retourné au pays pour répondre à une invitation de François Duvalier qui, prétend-on, voulait rencontrer trois célébrités avant de mourir : Pélé, Mohamed Ali et… Guy Durosier. À l'arrivée de Guy à Port-au-Prince, le vieux dictateur était très mal en point, mais l'artiste fit les délices de la famille présidentielle et anima plusieurs soirées dans les cercles du pouvoir. Les vieux amis qui vivaient en Haïti à l'époque se souviennent encore de ces concerts auxquels la Télévision nationale accorda une grande diffusion.

Quatre mois après l'arrivée de Guy au pays, François Duvalier s'éteignait dans son lit, et Guy eut, aux yeux de certains, le privilège de chanter à ses funérailles. Pour d'autres, ce fut une déchéance, une trahison. Quoi qu'il en soit, il se fit ainsi beaucoup d'amis et d'alliés et autant d'ennemis et d'adversaires. Durant les trois premières années de l'expérience de la jeunesse au pouvoir, il bénéficiera, dit-on, de tous les honneurs réservés au petit cercle des proches du pouvoir : chauffeurs, gardes du corps, voitures de fonction, cachets mirobolants, adulation des foules de partisans, etc.

Sur le plan artistique, Guy est comblé. Il retrouve ses anciens amis musiciens du Nord d'Haïti et s'associe aux gars du Septen pour donner des concerts, enregistrer des émissions, produire un disque à succès. À Port-au-Prince où s'affirme comme protecteur des arts un président qui n'a même pas encore atteint la majorité fixée traditionnellement à 21 ans, il fait office de conseiller technique pour tout ce qui touche à la musique. Il aurait même un budget pour monter un orchestre qui ne verra jamais le jour. Dans l'atmosphère bien connue des intrigues de palais, il ne sent plus à son aise et disparaît un beau matin comme il était arrivé.

Nouvelle épreuve, nouveau départ

C'est ainsi qu'à l'été 1974, trois ans après sa première fugue, nous retrouverons Guy, en banlieue d'Ottawa, dans un minuscule *Pizza Hutt* de Gatineau où il fait un nouveau départ. À la question d'un ami qui lui demande pourquoi il a quitté Haïti, il répond, en ma présence, avec toute la spontanéité apparente du comédien : « Trop d'injustices! Trop d'inégalités! » Bienveillants, les amis haïtiens de la région d'Ottawa-Hull-Gatineau passent l'éponge sur cette mauvaise plaisanterie et il retrouve sa place dans la communauté après un court purgatoire. Il s'installe alors au *Sheraton Le Marquis* de Hull où il devient le grand prêtre des lieux. Il retrouve sa verve, son entrain, sa bonne humeur. Son frère Auguste, le personnage de la chanson *Gran Frè mwen*, fait occasionnellement une escale au bar, jouant à quatre mains avec lui et décrochant des tonnerres d'applaudissements.

À cet égard, je ne puis passer sous silence la scène qu'il fit un samedi soir à Auguste pour une bagatelle. On sait que Guy détenait une licence de pilote amateur et qu'il adorait parler de ses expériences aux commandes d'un avion. Le commentaire le plus souvent entendu *Chez Tonton* à l'époque où je fréquentais régulièrement cette boîte portait sur le rapport que Guy et Jacques Côté, son batteur, avaient avec l'argent. Selon la rumeur, Guy brûlait ses revenus dans son avion privé, tandis que Côté, qui possédait un motel à Sherbrooke, investissait le sien. Vrai ou faux? Aucune importance.

Toujours est-il qu'un samedi après-midi Guy repasse avec le plus grand soin un pantalon de lin et un polo orné de l'écusson de son club de pilotage. En revenant du souper pour s'habiller, il découvre que la chemise avait disparu : Nèg *Ogis la ki vòlè zafè m* ! » (C'est cet énergumène d'Auguste qui a subtilisé mon polo!) s'exclame-t-il dans un terrible accès de colère. Comme il n'a aucun autre choix, il s'habille autrement et prend l'ascenseur pour se rendre à la salle de danse. Il se retrouve alors nez-à-nez avec *Gran Frè* qui, ayant exhibé son vêtement de pilote au restaurant voisin, s'en retournait discrètement l'accrocher dans la chambre de Guy. Ce soir-là, ils sont passés à deux doigts d'en venir aux poings. Une véritable histoire de gamins,

C'est dans cette atmosphère bon enfant qu'un nouveau cercle d'amis se forme autour de lui avec, entre autres, Guy Benson, Jacques René, Reynold, Guerda et Jean-Marie Cavé, Lionel Dorlette, Yoyo Lavache, Charles Janvier, mon ex-épouse Marie-Cécile et moi, les Demers, Roxanne, etc.

De nouveau, les amis le croient heureux, mais cet homme qui n'est pas né pour un petit pain continue à rêver grand. Avec en main une vague promesse d'une tournée des Hilton de l'Afrique de l'Ouest, faite chez Reynold Cavé en ma présence par un médecin haïtien résidant au Congo et qui était de passage à Ottawa, Guy résilie son contrat au Sheraton et se met en route pour l'Afrique, via Vancouver. Je crois savoir que ce projet ne s'est jamais concrétisé et que le manager du Sheraton fit tout son possible pour essayer de le porter à revenir. Il restera sourd aux appels de cet employeur qui était prêt à lui donner la lune pour le ravoir. L'artiste ne pouvait pas résister à ce nouvel appel du destin.

On ne reverra plus Guy dans la région d'Ottawa-Hull, devenue depuis Ottawa-Gatineau. De même il ne parlera guère, dans ses entrevues et ses témoignages, des belles soirées qu'il a animées dans ce coin du pays. J'ai lu par la suite qu'il avait pris sa retraite à Seattle, dans l'État de Washington, et qu'il partageait son temps entre la musique, le jogging et le bénévolat et qu'il y donnait« des cours de recyclage à des pilotes qui n'ont pas volé depuis longtemps ». Toujours la passion de l'avion et des hauteurs!

L'énigme Durosier

En lisant et en relisant le très beau livre écrit par son fils Robert Durosier et en visionnant plusieurs fois les divers clips des spectacles encore accessibles aujourd'hui, j'ai beaucoup appris sur Guy, mais je suis loin d'être sûr d'avoir percé l'énigme Guy Durosier. Ainsi, je me retrouve en quelque sorte à mon point de départ.

En fait, Guy s'est toujours évertué à s'entourer d'un épais nuage de fumée, confondant réalité et fiction, poésie et narration, rêves et projets, confidences, témoignages, vérités, demi-vérités, faussetés. Et même dans ses conversations avec son fils Robert, il est impossible de tirer des conclusions logiques de ses propos. Un ami journaliste m'a dit qu'il avait une manière bien à lui d'habiller les faits.

Quand, en conversant avec Roberts, il lui dit : « *I am a conservative, a Republican and a man who only wears Bostonian shoes* », (Je suis un conservateur, un républicain et un homme qui ne porte que des chaussures du style bostonnais). Il donne à penser que, s'il vivait aujourd'hui, il serait partisan de Trump et républicain et il s'habillerait comme tel. En même temps, il exprime une indiscutable fierté

Suite en page 14

DR. KESLER DALMACY
Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM
Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe
MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 years of servicing the community!
Satisfaction Guaranteed
PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 14

Il y a vingt ans, Guy Durosier tirait sa révérence (Quatrième et dernière partie)

Suite en page 13

raciale dans la chanson *Nous* et manifeste une admiration sans bornes pour Nelson Mandela, ce qui donne à penser qu'il pourrait être tout aussi bien démocrate et voter Obama. C'est cela l'énigme Guy Durosier.

Quand Guy rassure son fils Robert qui s'apprête à monter sur une scène en lui disant (page 170) _: « *Eccentricity is practically expected from an artist* » (Le public s'attend presque à ce qu'un artiste soit excentrique). Il le pousse manifestement à ne pas toujours être lui-même et à verser dans l'excès dans ses rapports avec les médias et le public. Et quand il lui dit, en prenant le train à New York : « *Robaire, I lived and performed in New York. I jammed with Miles Davis several times…*». On ne peut savoir s'il dit vrai ou s'il fabule.

Une première conclusion à tirer de cette observation est que Guy est un artiste qu'il faut admirer sans réserve, un être humain qu'il faut aimer inconditionnellement avec ses qualités et ses défauts et, par-dessus tout, un enfant gâté à qui il faut tout pardonner.

En guise de conclusion, Cinquante ans après notre première rencontre à Montréal et une trentaine d'années après l'avoir perdu de vue, je pense encore avec une douce nostalgie à tout ce qu'il a apporté à la jeune communauté haïtienne qui se cherchait au Québec, tout en croyant avoir trouvé la terre promise.

Guy a, dans un premier temps, fait du *Perchoir d'Haïti* et de *Brazilia*, les accueillantes petites boîtes créées par Carlo Juste, de hauts lieux de rencontres avec la culture haïtienne. Puis il a élu domicile au motel *Chez Tonton* pour en faire le point de chute des fêtards à la recherche d'une ambiance typiquement haïtienne. Dans la région d'Ottawa-Hull, il a contribué à créer un espace où la chansonnette française, les airs québécois et la musique haïtienne ont cohabité pendant un court lapse de temps dans une parfaite symbiose pour le plus grand bonheur des amateurs de boîtes de nuit.

FIN

HAPPENINGS !

Continued from page 1

minds in the country? And how long will the United States government continue to support such a crook without losing its own anti-corruption posture?

Other than having been sworn into office under a cloud of money laundering, President Moïse also was involved in an *"embezzlement scheme"* to obtain loans from the PetroCaribe Fund. Now he's caught at his old game, having surreptitiously set up a new company to defraud the State. The first $100-million loan was approved by the government-controlled National Bank of Haiti (French acronym BRH) for the new concern, SOFIDAI, French acronym for Financing Society for Agricultural and Industrial Development. Though Jean Baden Dubois. Governor of the BRH, or Haiti's central bank, asserts that the money hasn't been released yet, there's an outcry about the new findings regarding President Moïse's recidivism.

The new scandal was first revealed in a letter, September 5, from Senator Youri Latortue, the president of the Ethics and Anti-corruption Committee of the Senate, to Carl Murat Cantave, president of the Senate. At the outset, in memo style, Senator Latortue mentions the object of his inquiry*:* "*Explanation about the management of Agritrans becoming the management of SOFIDAI and other serious anomalies.*"

Senator Latortue asks that Senate president Cantave use his authority to get some explanation from Mr. Dubois, the bank governor, regarding certain advantages given to SOFIDAI, *"in detriment to other legitimate State financing institutions,"* such as BCA and BNDA, the initials of which haven't been given and which we couldn't find. The senator noted that *"SOFIDAI, a private entity, is not even a year old and is 'unknown' in financial circles."* However, it is *"endorsed"* by the BRH "*which has it on its webpage, recommending it as a financing institution."*

The senator has done his homework and made some astounding revelations. First, SOFIDAI's loans, obtained at the interest rate of 1%, are mainly for financing agricultural projects of peasant entities. And get this, SOFIDAI, in turn, provides loans at 6% interest, thus depriving the hardworking peasants of 5%, to the benefit of SOFIDAI's owners, including the president himself.

As it is, underhandedly, President Moïse, while Chief of State, has devised a new "embezzling scheme," probably to re-start his highly touted *"Caravan of Change"* which changed very little since it was announced early on after President Moïse was sworn in February 7, 2017. That *Caravan* has swallowed up an undisclosed amount of cash in certain pet projects of the presidency, undercutting various ministries, especially those of Agriculture and Public Works. There has been no auditing of the *Caravan* to show where it obtained its funding and how the money was spent. It just disappeared from the scene, as other Moïse ventures, without leaving any trace.

The latest presidential gamble is a well-planned scheme to steal State funds. Based on a chart attached to the senator's letter, at least three members of SOFIDAI's management were previously on the management team of Agritrans, Jovenel Moïse's defunct banana company which was highly praised as a model for banana-exporting companies that were to create thousands of jobs for Haitians. Reportedly, Agritrans shipped only one boatload of bananas to a German firm sometime in 2017, but nothing else has been heard of it since. In fact, the most recent mention of that name came out in the damning report released last May 31 by Haiti's State Auditors of the "*Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif*" (CSC/CA).

In that report, the Auditors said that those on the **Agritrans** management board were also the same on the board of **Betexs,** another concern which used the same tax identification as Agritrans to obtain a similar road-building loan from the State. Moreover, the same personnel of Agritrans were listed as being in charge of Betexs which shared the same facilities as Agritrans. Even with the double dipping in the PetroCaribe Fund, the jobs were never competed.

Now, with Agritrans no longer in business, the names of its top employees appear in a chart as being in charge of SOFIDAI. For example, Pierre Richard Joseph, president of Agritrans is the new president of SOFIDAI. Vassor Jeune, a board member at Agritrans is the new vice-president at SOFIDAI. Another Agritrans board member, Kerlande Metayer Joseph, is the new secretary at SOFIDAI. We couldn't ascertain her relationship to the SOFIDAI president, who shares the same family name with her.

In a story, September 6, by the resourceful blog *Rezonodwes,* more light is shown on the issue. For example, SOFIDAI is housed at the same Port-au-Prince address previously used for Agritrans. Soon after he assumed the presidency, President Moïse had fired the director of the Industrial Development Fund (French acronym FDI), replacing him with Edgard Jeudy, his close adviser at Agritrans. To be noted, FDI is the government agency that had financed Agritrans which, heavily in debt, is bankrupt, though not officially announced.

Moreover, *Rezonodwes* notes that in a recent shuffle at the Central Bank, Mr. Jeudy was promoted. President Moïse named him to the board managing the Central Bank. Meanwhile, Edouard Clément, the former treasurer at Agritrans, becomes heir to the director job at the FDI, as he appears also in the chart furnished by Senator Latortue. Thus, those who helped Mr. Moïse set up the Agritrans-Betexs "*embezzlement scheme*" that was denounced by the State Auditors currently hold key government financial posts to carry out their fraudulent schemes, backed by Executive authority.

In Washington, however, it's like monkey business, as the famous monkey cartoon shows: "**See no evil, hear no evil and speak no evil."** Whereupon, President Moïse, in an August 29 interview with the Associated Press, reiterated his position backed by the American administration: *"I will serve out my term."* With arrogance, he defies repeated demands by a broad cross section of Haitian society calling for his resignation for his many violations of the Constitution and the laws of the land. Anyway, he acts as if he could care less, because he has the support of the *Blan* (the White man) in Washington. Until when?

***Haitian Senate treasurer Onondieu Louis angrily denounced Senate president Carl Murat Cantave who, publicly, urged him to resign, in the wake of a damaging Police report targeting him in a financial scandal of siphoning money from the Senate to his associates.**

In a major front-page article last week, Léo Joseph, editor of the paper, dwelt on a report by the human rights organization "*Fondation Je Klere,"* literally *"Bright-eyed Foundation*," which detailed how Onondieu Louis went about his operation. Using employees at the Senate and commercial entities and private individuals in his constituency in Haiti's Northwest Department, he arranged for funds to be transferred to the accounts of certain individuals for projects that were all bogus. Those whose names were used for the scheme were paid a pittance for their service with the bulk of the money ending in the pockets of Onondieu Louis.

Then one of the women whose name was used to transfer funds noticed the large amounts being transmitted via her account. She reported it to the Haitian National Police (HPN). In turn, the PNH asked its Bureau of Financial and Economic Affairs (French acronym BAFE) to investigate. A report has been filed with the Port-au-Prince prosecutor Paul Eronce Villard. Some people have been arrested and confessed to the role of Senator Onondieu Louis in the scheme. On a lighter note, one wonders whether his given name of Onondieu, Creole for *"In-the-name-of-God,"* is a license, like a carte blanche for thievery at a high level!

At a press conference September 5, Senate president Carl Murat Cantave said he would "invite" Senator Onondieu Louis to resign his post of treasurer of the Senate. Jean Daniel Sénat, writing in the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste,* September 7, quotes the senator as saying he will not abridge "any of his mandates", meaning he will not resign as treasurer of the Senate. Neither will he do so as Senator of the Northwest Department.

Onodieu Louis made his stand official by writing a letter to the Senate president in which he said he felt *"offended by the sensational"* declarations of the Senate president, something that *"dishonors the Senate and the nation."* Indeed, it is dishonorable for "Honorable Senators," voted to represent their constituency, to use their position to steal, even collaborate with bandits, thus contributing to the ambient poverty and widespread insecurity in the nation!

It should be noted that the assistant treasurer of the Senate, Gracia Delva, had officially resigned his post in a letter, August 1, to Senate president Cantave. This followed confessions made by gang leader Arnel Joseph, who was arrested on July 22 by the Haitian National Police at Hôpital Lumière in Bonne Fin, in southern Haiti, about 25 miles from Cayes. **"***Not to sully the reputation of the Senate,*" wrote Delva, *"I asked to be relieved of my functions, while I carry out the fight to clear my name."*

However, following in the footsteps of President Moïse, who says he was "*elected*" by the people and will not oblige those who call for his resignation for wrongdoing, Senator Louis insists that he was "*elected*" to the post by his peers and only a "*majority of two thirds*" of the Senators can unseat him from his post. As to his Senate seat, he won it by the "*vote of my constituency*," he said.

Senator Onondieu Louis goes on and on, even alluding to "*a plot concocted at the Kinam.*" Speaking of himself in the third person, he asserted, *"they won't have the last word on the author of this missive."* As to the "*Kinam*

Continued from page 15

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 15

HAPPENINGS !

Continued from page 1

plot," he gave no further explanation. By the way, Kinam is a well-known hotel in Pétion-Ville, the previously upscale suburb of Port-au-Prince.

Undoubtedly, the discussion about corruption in high government circles has taken center stage in Haiti. Whether at the level of the presidency or in the Legislature, corruption is under attack. In the last analysis, the Electoral Council, having failed at weeding out unfit candidates for public office, is responsible for the current mess in Haiti where individuals with criminal dossiers, especially in financial activities, were given a free pass to compete for national posts. With the money gained from their dirty business, they outspent all decent candidates and have become Haiti's "legal architects" to enact laws to govern the nation, while an equally decried Executive Branch supposedly enforces them, as constitutionally required. No wonder, Haiti has reached the cul-de-sac in which it finds itself!

***The Haitian Senate meets today to deliberate on approving or not the Prime Minister and his cabinet.** Following approval, last September 3, of Prime Minister Fritz William Michel (FWM) and his cabinet by the *Députés,* as Congressmembers are called, the Senators are scheduled meet today, September 11, to decide the fate of the FWM administration. One wonders whether any thought had been given to the significance of that date: 9/11? Remember that fateful date in 2001! The terrorist attacks on the World Trade Center in New York and at the Pentagon in Washington, DC.

As announced in a twitter post Monday (Sept. 9) by Pierre Adler, in charge of communication for the Senate, the Senators will meet at 11 am today (another 11?) to deliberate on whether to follow the decision of the Lower House or not. As reported in the last issue of HO, the Lower House had voted 76 for, zero against with three abstentions, to approve FWM and his 21-member cabinet, no question asked after he enunciated the policy of his administration. That was indicative of a well-prepared coup, with the *Députés* properly taken care of, whether by having their friends or relatives named to some cabinet posts or for having negotiated their vote for cash.

Senator Onondieu Louis.

Constitutionally, the Prime Minister must be approved in separate meetings in both Houses of Parliament before being installed in the Office of the Prime Minister. By the way, Jean-Michel Lapin, formerly Minister of Culture and Communication in the ousted government of Prime Minister Jean Henry Céant, has been acting as Prime Minister since March 20 following the ouster of Céant by an overwhelming vote of the Lower House. Unlike for approval where both Houses have to give their consent, to destitute the Prime Minister, the vote of only one Chamber is sufficient. It's only a matter of who gets there first. Last March, the Senators were jockeying to meet first to give Prime Minister Céant a vote of confidence. But President Moïse pulled a fast one, even bribing some *Députés* to act first before the Senators could meet.

Will the Senators play the vengeful game this time and derail what appears to be smooth sailing for Fritz W. Michel and his cabinet? Consider that he's been waiting for that approval since he was named, July 22, by President Moïse to replace Jean Michel Lapin who, himself, had been in limbo for four months, without any good prospect for his approval. For tea leave readers speculating on what may happen, they should pay attention to Senate attendance today. Will there be enough Senators present for quorum? In the Executive-Senate match for or against Céant last March, President Moïse, who was adamant on ousting the Prime Minister, had managed to convince some Senators to play the absentee game. That's what caused Céant's downfall. Hopefully for FWM, there'll be quorum today for a vote up or down! Meanwhile, we'll point out that Fritz William Michel, at 38 years old, is the youngest citizen to be named to the post. He's trying to revolutionize the administration by recruiting new faces, many younger than he, including nine women, to form his cabinet of 21 members. Will he bring in some experienced Secretaries of State to be advisers for the new ministers who will have the last word on most matters? Most importantly, will the new Prime Minister, if he's approved, have the backbone to stand up to President Moïse at certain times when the president must hear reason? We won't have to wait too long to know the answers!

RAJ
11 September 2019

PROPRI T VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 11 - 18 septembre 2019:HO 9/11/19 4:14 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

La crise aux Bahamas après le passage du cyclone Dorian

SOURCES COMBINÉES — Grand Bahama et les Abacos, les îles plus au nord de la chaîne des 700 îles et quelque 2 000 îlots formant les Bahamas, ont subi durant deux jours, samedi et dimanche (31 août et 1er septembre) l'horreur qu'a été Dorian, le cyclone le plus violent à s'abattre sur ce pays depuis son indépendance du Royaume uni en 1973.

Dès les premiers jours, on annonçait que le nombre de morts, répertoriés dans la vingtaine, étaient loin de la réalité, car environ 70 000 personnes avaient été affectées par le cyclone qui a ravagé Grand Bahama et les Abacos. Hier, mardi, 10 septembre, les autorités bahamiennes ont révisé à la hausse, soit à 50 le nombre de décès, affirmant que jusqu'à présent, elles ne sont pas en mesure de dire combien de vies ont été fauchées, car des milliers d'individus ne sont pas encore recensés. On soulignera que des Haïtiens, dits illégaux, et des Bahamiens d'origine haïtienne ont, en majorité peuplé Grand Bahama et les Abacos. Est-ce pourquoi le gouvernement haïtien ainsi que des groupes en diaspora s'activent pour venir en aide aux sinistrés.

John Bolton, éjecté sans coup-férir.

Leurs maisons complètement détruires, des habitants de Bahamas se réunissent sous un soleil de plomb attendant d'être évacués.

Mais le gouverneur de l'État de la Floride, Ron de Santis, le voisin le plus proche des Bahamas, n'est pas d'humeur à apporter secours aux personnes en détresse. Il s'agit, dit-il, d'une situation qui relève de l'autorité fédérale. Pourtant d'autres gouverneurs, avant lui, ont agi différemment dans des situations similaires. On s'attardera seulement sur le tremblement de terre de 2010, qui avait causé l'extrême désolation en Haïti, occasionnant plus de 250 000 morts et plus d'un million et demi de sans-abris. Le gouverneur de la Floride d'alors Charlie Crist, républicain devenu indépendant, ainsi que le gouvernement fédéral, sous la présidence de Barack Obama, avaient tout fait pour venir en aide aux sinistrés d'Haïti.

D'ailleurs, le tremblement de terre est à l'origine du statut TPS *(Temporary Protected Status)* accordé à des dizaines de milliers d'Haïtiens en résidence illégale. Ce qui leur a permis de bénéficier du droit de travailler aux États-Unis et de subvenir aux besoins de familles ou parents restés en Haïti. Un programme de loin plus important que l'aide étrangère assimilable à un don aux pauvres. En effet, jusqu'à nos jours, le TPS existe, bien que l'administration Trump eut recours à tout son arsenal juridique pour le supprimer, sans succès jusqu'à présent.

La nature a épargné aux États-Unis de la crise Dorian car, au début, le cyclone visait la Floride et d'autres États de la côte orientale de ce pays. Bien que Dorian eut effleuré les États caroliniens (sud et nord), il était de catégorie 2 et même 1, tandis que Grand Bahama et le Abacos ont connu sa rage, en catégorie 5. On dirait que le voisin le plus proche, par surcroit première puissance mondiale, serait enclin à aider les sinistrés sans maugréer. Mais une annonce transmise par hauts parleurs, dimanche, lors d'un voyage de secours à bord d'un bateau, traduit les sentiments inhumains des autorités de l'heure. En anglais, on dit : « *All passengers who don't have U.S. visas, please proceed to disembark* ». (« *Tous les passagers n'ayant pas de visas américains sont priés de débarquer* »).

Alors, 134 passagers, y inclus des mères avec leurs enfants, ont débarqué. On assiste à un scandale qui a soulevé la colère de beaucoup de citoyens — américains et autres. Nous conseillons à ceux qui maltraitent les réfugiés de méditer sur ces versets de la Bible, message adressé au peuple juif depuis le 5e centenaire avant Jésus-Christ, mais qui a tout son pesant d'or ces jours-ci : « *Si un étranger vient séjourner avec vous dans votre pays, vous ne l'opprimerez point. Vous traiterez l'étranger en séjour parmi vous comme un Indigène parmi vous; vous l'aimerez comme vous-mêmes, car vous avez été étrangers dans le pays d'Egypte. Je suis l'Eternel, votre Dieu* ». (Lévitique 19:33-34).

Des contacts pour le déroulement de la situation aux Bahamas et en diaspora dans ce dossier brûlant : Steven Forester, Immigration Policy Coordinator, Institute for Justice & Democracy in Haiti: 786-877-6999; Magalie Emile-Backer, Haitian Renewal Alliance, hradiasporaevents @ gmail.com; Albert Decady, United Front, adecady@com cast.net, 301-728-6534; Marleine Bastien, Fanm Ayisyen Nan Miyami Inc., Veuillez consulter la compagnie de téléphone pour son numéro.

***Le présidente Donald Trump a émerveillé presque tout le monde hier après-midi, mardi 10 septembre, quand il a annoncé par l'un de ces fameux tweets que John Bolton a été démis de ses fonctions de conseiller en matière de Sécurité nationale.** C'est son troisième conseiller pour la Sécurité nationale depuis qu'il a été assermenté en janvier 2017. Son premier conseiller, le lieutenant-général Michael Flyn, n'avait passé que quelques semaines avant sa révocation dans le dossier de l'intervention des Russes dans le processus électoral de 2016. Il avait menti aux agents fédéraux du FBI (Federal Bureau of Investigation) au sujet de conversations qu'il avait eues avec l'ambassadeur russe à Washington.

Herbert Raymond McMaster, un autre lieutenant-général, succéda à Michael Flyn, mais après un an en poste, le 22 mars 2018, le président Trump lui avait montré la porte. Des sources internes devaient dire que le président devait dire de McMasters qu'il ne digérait pas son caractère agressif, comme s'il était un professeur faisant la leçon au chef suprême. Alors John Bolton, un vétéran d'administrations républicaines précédentes, un civil de surcroit, est, pourtant, réputé d'avoir une attitude belliqueuse. Le renvoi de Bolton en catastrophe vient juste deux jours après que le président Trump eut annulé un tête-à-tête à huis clos qui devait se tenir au Camp David, dans les hauteurs du Maryland, une résidence présidentielle peu utilisée par l'homme de Mar-a-Lago.

Tête-à-tête avec qui et quand? Avec des chefs Taliban, en guerre avec les Américains en Afghanistan, à la veille même du 11 septembre, date qui marque le 18e anniversaire de l'attaque terroriste, en 2001, contre les tours jumelles du World Trade Center, à Manhattan, et le Pentagone, en Virginiem de l'autre côté du fleuve Potomac ! C'est un sacrilège contre la mémoire des 2 763 personnes ayant trouvé la mort lors de l'attaque des deux avions pilotés par les terroristes basés alors en Afghanistan. Sans doute, Bolton a pris la mouche quand il a appris la nouvelle de la rencontre et aurait dit des vérités au président qui digère mal l'indépendance d'esprit de ses subordonnés. Au revoir, Bolton ! Au suivant !

***Une sentence de 58 ans en prison pour une première dame devait donner à réfléchir à d'autres qui s'adonnent à la corruption et aux détournements des fonds publics.** Rien à voir avec Haïti, tout au moins, pas encore. Mais le mercredi 4 septembre, c'était l'événement à Tegucigalpa, capitale du Honduras, pays de l'Amérique centrale.

Une vue de l'île Abaco après le passage de Dorion.

L'ex-première dame de Honduras Rosa Elena Bonilla, le salaire du péché c'est la mort.

L'Associated Press rapportait que Rosa Elena Bonilla, l'épouse de l'ancien président Porfirio Lobo, a été condamnée par une cour de justice à 58 ans de réclusion pour avoir détourné six cents mille dollars U.S. (600 000,00 $) de fonds publics lors de la présidence de son mari, de 2010 à 2014.

Vu l'intérêt manifesté par le président Jovenel Moïse appelant en consultation l'Organisation des États Américains (OEA) en vue de se pencher sur la question PetroCaribe, surtout après la publication du rapport de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/-CA) l'accusant d'être mêlé au scandale du siècle en Haïti, l'information qui suit n'est pas rassurant.

En effet, le cas en question a débuté par une investigation de l'organisation non gouvernementale « *Conseil national anti-corruption* », de concert avec la *Mission anti-corruption de l'OEA*», ayant conclu que cinq jours avant la fin du mandat de son mari, en 2014, Mme Bonilla avait déposé 600 000,00 $ dans son compte bancaire des fonds provenant de l'État. Selon les procureurs, Mme Bonilla a utilisé l'argent pour s'acheter des bijoux et s'acquitter de dettes accumulées sur sa carte de crédit.

La Cour suprême d'Honduras a conclu aussi qu'outre la prison, Mme Bonilla devra restituer dix pour cent (10%) du montant, soit environ cinquante-deux mille dollars (52 000,00 $).

Pierre Quiroule II,
11 septembre 2019